

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1549

30 mai 2016

### SOMMAIRE

Advantage Financial S.A. ....	74309	Partico S.A. ....	74307
AMP Capital Investors (REST European Infrastructure No. 3) S.à r.l. ....	74311	Patri ....	74307
Asterion Wohnen S.à r.l. ....	74329	Patinvest ....	74307
Bazar International de Luxembourg ....	74346	Prodigy Software S.à r.l. ....	74308
CC Global Investments Master Fund GP ....	74311	Prosum Holdings S.à r.l. ....	74308
Enexen ....	74347	PXP Luxembourg S.à r.l. ....	74306
European Diversified Infrastructure Fund II SCSp ....	74344	Real Estate Consulting Partners S.A. ....	74308
Fernbach S.à r.l. ....	74349	RICHARTS N.K.J. S.à r.l., Agence d'Assurances ....	74308
Finlandia Credit Funding S.à r.l. ....	74342	Rigel International S.A. ....	74308
Highbridge Aiguilles Rouges Lux Sàrl ....	74352	Selective Acquisition n° 1 ....	74306
Highbridge Mezzanine Partners Institutional Lux S. à r.l. ....	74352	SES Insurance International (Luxembourg) S.A. ....	74306
iBondis Capital Holdings ....	74312	SES Insurance International Re (Luxembourg) S.A. ....	74306
Immobilière Mustang Hotels ....	74350	SKY Harbor Global Funds ....	74349
Immomod S.A. ....	74350	Société de Gestion de Patrimoine Familial S.A., en abrégé S.G.P.F. S.A. ....	74306
Immowest Lux VI Sàrl ....	74351	Société d'Importation de Produits Electriques au Luxembourg ....	74307
Investment and Tecnologi S.A. ....	74350	Sofapi-Lux S.A. ....	74309
Iprom Constructions S.A. ....	74351	Solutions Graphiques Sàrl ....	74309
Iprom Constructions S.A. ....	74351	Sophocles S.A. ....	74309
Magni S.à r.l. ....	74311	Square Management S.A. ....	74310
Nord Investment Management Company Holding S.A. ....	74351	Utopia Invest S.à r.l. ....	74310
Nord Investment Management Company Holding S.A. ....	74351	Villerton Invest SA ....	74310
Outlander Investholding S.à r.l. ....	74309	Zdrojowa Group ....	74310
Pardis S.à r.l. ....	74307	Zdrojowa Group ....	74311

**Société de Gestion de Patrimoine Familial S.A., en abrégé S.G.P.F. S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 165.165.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.  
Luxembourg

Référence de publication: 2016087988/12.

(160055509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Selective Acquisition n° 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 181.680.

*Rectificatif du dépôt effectué le 02 juin 2015 sous le numéro L150093629*

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016088004/12.

(160055486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**SES Insurance International (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.  
R.C.S. Luxembourg B 168.889.

Le bilan pour l'exercice social au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016088008/10.

(160055955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**SES Insurance International Re (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.  
R.C.S. Luxembourg B 168.897.

Le bilan pour l'exercice social au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016088010/10.

(160055956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**PXP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 180.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 176.139.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Référence de publication: 2016087954/10.

(160055536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Pardis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 57.500,00.**

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2B, Ennert dem Bierg.  
R.C.S. Luxembourg B 132.349.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016087937/12.

(160055832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Partico S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 181.098.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016087938/13.

(160055821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Patri, Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 67.161.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016087939/10.

(160056104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Patrinvest, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 69.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016087940/10.

(160056098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Société d'Importation de Produits Electriques au Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5691 Ellange, 42, ZAE Le Triangle Vert.  
R.C.S. Luxembourg B 95.353.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016089123/9.

(160057115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Real Estate Consulting Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 167.186.

Les comptes annuels de la société au 18 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016087964/10.

(160055660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**RICHARTS N.K.J. S.à r.l., Agence d'Assurances, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4975 Bettange-sur-Mess, 27, rue de Dippach.  
R.C.S. Luxembourg B 95.708.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour RICHARTS N.K.J. S.à r.l., Agence d'Assurances*

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016087969/12.

(160055961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Rigel International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 123.198.

Le bilan au 30 juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RIGEL INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2016087970/12.

(160055809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Prosum Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-6961 Senningen, 31, rue du Chateau.  
R.C.S. Luxembourg B 185.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/04/2016.

Référence de publication: 2016087933/10.

(160055650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Prodigy Software S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3755 Rumelange, 26, rue Batty Weber.  
R.C.S. Luxembourg B 188.365.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087932/10.

(160055552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Outlander Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons malades.  
R.C.S. Luxembourg B 100.375.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.  
Référence de publication: 2016087927/10.  
(160055732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Sofapi-Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 70.436.

—  
Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Pétange, le 4 avril 2016.  
Référence de publication: 2016088019/11.  
(160055860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Solutions Graphiques Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8279 Holzem, 28, route de Capellen.  
R.C.S. Luxembourg B 79.088.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016088021/9.  
(160055676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Sophocles S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 175.192.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016088023/9.  
(160055891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Advantage Financial S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 139.545.

—  
*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> février 2016*

En date du 1<sup>er</sup> février 2016, le conseil d'administration de la Société a pris la résolution suivante:  
- de nommer M. Romain Biagioni, né le 4 avril 1968 à Esch-sur-Alzette, Luxembourg, demeurant à 16, rue des Jardins F-57220 Eblange, France, en tant que délégué à la gestion journalière de la Société pour une durée indéterminée.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 mars 2016.  
*Pour Advantage Financial S.A.*  
Liudmila Gorodnikova  
Référence de publication: 2016085073/15.  
(160052966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

---

**Square Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 161.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016088029/10.

(160055615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Zdrojowa Group, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 132.739.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04.04.2016.

*Pour: ZDROJOWA GROUP*

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016088091/14.

(160055974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Utopia Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.578.720,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, rue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 170.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UTOPIA INVEST SARL

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2016088065/11.

(160055471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Villerton Invest SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 85.048.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 mars 2016*

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Fabrizio Terenziani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Peter Van Opstal et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Cyrille Vallée, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016084562/19.

(160051439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

---

**Zdrojowa Group, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 132.739.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04.04.2016.

*Pour: ZDROJOWA GROUP*

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016088093/14.

(160055976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Magni S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 176.869.

—  
Par la présente, je vous informe que je démissionne de ma fonction de gérant B de la société Magni S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B176869 et ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, avec effet immédiat.

Le 22 mars 2016.

An-An Shong.

Référence de publication: 2016083710/11.

(160050209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

---

**CC Global Investments Master Fund GP, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 168.355.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2016.

*Pour: CC GLOBAL INVESTMENTS MASTER FUND GP*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016088860/14.

(160057225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**AMP Capital Investors (REST European Infrastructure No. 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.804.

—  
**RECTIFICATIF**

Les comptes annuels rectifiés au 31/12/2014 (rectificatif du dépôt des comptes annuels au 31/12/2014 déposé le 04/08/2015, n° L150144072) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016088810/12.

(160057502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---



**iBondis Capital Holdings, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 78.615,39.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 194.261.

In the year two thousand and sixteen, on the second day of March.

Before us, Maître Jean-Paul Meyers, civil law notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,  
is held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the “General Meeting”) of “iBondis Capital Holdings” (the “Company”), a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 194.261, with registered office at L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy, with a corporate capital of seventy thousand Euros (70,000.- €) divided into one hundred thousand (100,000) shares without par value and incorporated following a notarial deed on 27 January 2015 before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, published in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 678 of 12 March 2015. The Company’s articles of incorporation have not been amended since the incorporation.

The General Meeting is declared open and is chaired by Mrs Caroline RAMIER, residing professionally in Esch-sur-Alzette.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer: Mrs Claudia ROUCKERT, residing professionally in Esch-sur-Alzette.

The bureau of this General Meeting being thus constituted, the chairman declares and requests the notary to record that:

(i) The agenda of the General Meeting is as follows:

*Agenda*

1. Exchange of the existing 100,000 (one hundred thousand) shares with a nominal value of EUR 0.70 (seventy euro cents) each against 1,000,000 (one million) shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents) each;

2. Increase of the Company's capital by the amount of EUR 8,615.39 (eight thousand six hundred fifteen euro and thirty-nine cents) in order to raise it from its present amount of EUR 70,000.- (seventy thousand euro) to EUR 78,615.39 (seventy-eight thousand six hundred fifteen euro and thirty-nine cents), by the creation and the issuance of 123,077 (one hundred twenty-three thousand seventy-seven) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares;

3. Waiver by the current shareholders of their preferential subscription right;

4. Subscription and full payment in cash of the newly issued shares by new shareholders with an aggregate share premium of 791,385.11 € (seven hundred ninety-one thousand three hundred eighty-five Euros and eleven cents);

5. Restatement of the articles of association of the Company;

6. Appointment of new class B directors and nomination of director class for the existing directors;

7. Miscellaneous.

(ii) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of the shares held by them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies, by the bureau of the General Meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

(iv) It appears from the said attendance list that all of the one hundred thousand (100,000) shares representing one hundred percent (100%) of the Company’s subscribed capital are present or represented at the General Meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

(v) The shareholders present or represented declare that they consider themselves as having been duly convened to the General Meeting and that they have been duly informed of the agenda of the General Meeting, waving the requirements for convening notices.

(vi) The General Meeting, having been regularly constituted, may validly deliberate on the agenda items.

Thereupon, the General Meeting, each time unanimously, passes the following resolutions:

*First resolution*

The General Meeting decides to exchange of the existing 100,000 (one hundred thousand) shares with a nominal value of EUR 0.70 (seventy euro cents) each against 1,000,000 (one million) shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents) each, so that the corporate capital is henceforth represented by 1,000,000 (one million) ordinary shares of EUR 0.07 (seven euro cents) each.



*Second resolution*

The General Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 8,615.39 (eight thousand six hundred fifteen euro and thirty-nine cents), so as to bring it from its present amount of EUR 70,000.- (seventy thousand euro) divided into 1,000,000 (one million) shares fully paid up with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents) each, to the amount of EUR 78,615.39 (seventy-eight thousand six hundred fifteen euro and thirty-nine cents), represented by 1,123,077 (one million one hundred twenty-three thousand seventy-seven) shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents).

The General Meeting resolved to issue 123,077 (one hundred twenty-three thousand seventy-seven) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents) each. The newly issued Shares will have the same rights and obligations as the existing Shares.

*Third resolution*

The General Meeting states that the current shareholders have waived their preferential subscription right.

*Fourth resolution*

1. Thereupon appeared RCS - Run Capital Limited, a limited company governed by the laws of the Republic of Cyprus, registered with the Registrar of Companies of the Republic of Cyprus under the number HE 333975, with registered office at Themistokli Dervi 6, 1066, Nicosia, Cyprus, who declared to subscribe for 46,154 (forty-six thousand one hundred fifty-four) new shares having a par value of EUR 0.07 (seven euro cents);

2. Thereupon appeared Mr Enrico SPINOLA, born on the 16/02/1966 in Turin, having his address in Plateau de Frontenex 3, CH-1223 Cologny, who declared to subscribe for 15,384 (fifteen thousand three hundred eighty-four) new shares having a par value of EUR 0.07 (seven euro cents);

3. Thereupon appeared Mr Luca SPINOLA, born on the 24/07/1969 in Turin, having his address in Chemin de Bessinge 7, CH-1253 Vandoeuvres, who declared to subscribe for 15,384 (fifteen thousand three hundred eighty-four) new shares having a par value of EUR 0.07 (seven euro cents);

4. Thereupon appeared Locent S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 82.640, with registered office at 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, who declared to subscribe for 15,385 (fifteen thousand three hundred eighty-five) new shares new shares having a par value of EUR 0.07 (seven euro cents);

5. Thereupon appeared Classics Select Fund A, (Classic Fund Ltd), a company incorporated under the law of Bermuda, having its address Washington Mall 1, Suite 302, 20 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, who declared to subscribe for 15,385 (fifteen thousand three hundred eighty-five) new shares having a par value of EUR 0.07 (seven euro cents);

6. Thereupon appeared Mr Shiva VIG, profession, born on the 20/11/1989 in India, residing at E71a Emirates Hills, Dubai UAE, who declared to subscribe for 15,385 (fifteen thousand three hundred eighty-five) new shares having a par value of EUR 0.07 (seven euro cents);

each, “a Subscriber” and collectively, “the Subscribers”,

each represented by Mrs Caroline RAMIER, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

*Intervention - Subscription - Payment*

Then intervene at the General Meeting the prenamed Subscribers, each duly represented as stated above:

(a) RCL - Run Capital Limited, aforementioned, who declares to subscribe to the 46,154 (forty-six thousand one hundred fifty-four) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents), fully paid up, together with a share premium of EUR 296,770.22 (two hundred ninety-six thousand seven hundred seventy euro and twenty-two cents, by a contribution in cash;

(b) Mr. Enrico SPINOLA, prenamed, who declares to subscribe to the 15,384 (fifteen thousand three hundred eighty-four) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents), fully paid up, together with a share premium of EUR 98,919.12 (ninety-eight thousand nine hundred nineteen euro and twelve cent, by a contribution in cash;

(c) Mr. Luca SPINOLA, prenamed, who declares to subscribe to the 15,384 (fifteen thousand three hundred eighty-four) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents), fully paid up, together with a share premium of EUR 98,919.12 (ninety-eight thousand nine hundred nineteen euro and twelve cent), by a contribution in cash;

(d) Locent S.à r.l., aforementioned, who declares to subscribe to the 15,385 (fifteen thousand three hundred eighty-five) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents), fully paid up, together with a share premium of EUR 98,925.55 (ninety-eight thousand nine hundred twenty-five euro and fifty-five cent), by a contribution in cash;

(e) Classics Select Fund A, (Classic Fund Ltd), aforementioned, who declares to subscribe to the 15,385 (fifteen thousand three hundred eighty-five) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents), fully paid up, together with a share premium of EUR 98,925.55 (ninety-eight thousand nine hundred twenty-five euro and fifty-five cent), by a contribution in cash;

(f) Mr. Shiva VIG, prenamed, who declares to subscribe to the 15,385 (fifteen thousand three hundred eighty-five) new shares with a nominal value of EUR 0.07 (seven euro cents), fully paid up, together with a share premium of EUR 98,925.55 (ninety-eight thousand nine hundred twenty-five euro and fifty-five cent), by a contribution in cash.

The total amount of EUR 800,000.50 (eight hundred thousand euro and fifty cents) of readily available cash paid by the Subscribers as provided above is acknowledged by the General Meeting.

Of this Cash Contribution, the amount of EUR 8,615.39 (eight thousand six hundred fifteen euro and thirty-nine cents) is allocated to the share capital of the Company and the amount of EUR 791,385.11 (seven hundred ninety-one thousand three hundred eighty-five euro and eleven cents) is allocated to the share premium account.

The aggregate amount of EUR 800,000.50 (eight hundred thousand euro and fifty cents) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

#### *Fifth resolution*

As a consequence of the above mentioned resolutions, the General Meeting resolves to amend and fully restate the articles of association of the Company, without amending its purpose, which shall henceforth be read as follows:

**1. Definitions.** In these Articles the following words and expressions shall have the following meanings:

"Auditors" or "Commissarie(s) Aux Comptes" means the auditors of the Company from time to time;

"Available Profits" means profits available for distribution

"Board" means the board of Directors and any committee of the board constituted for the purpose of taking any action or decision contemplated by the Articles;

"Chairman" has the meaning as set out in article 10.1;

"Company" means iBondis Capital Holdings S.A.;

"Company's Lien" has the meaning given in article 16.1;

"Connected Company" means any company which in relation to the Company is a subsidiary, parent company or subsidiary of a parent company;

"Director(s)" means a director or directors of the Company from time to time;

"Directors Circular Resolutions" has the meaning as set out in article 10.8;

"electronic form" and "electronic means" means any document or information that is sent by email or fax;

"Equity Shares" means the Shares;

"Financial Year" means the Company's financial year which is equivalent to the calendar year;

"General Meeting" means the general meeting of the Company as specified in Article 6;

"hard copy form" means a document or information that is sent or supplied in a paper copy or similar form;

"Investor Majority" has the meaning as laid out in the Subscription and Shareholders Agreement;

"Investor Majority Consent" means the prior written consent of the Investor Majority;

"Investors" refers to the subscribers (as set out in the Subscription and Shareholders Agreement) of New Shares and their Permitted Transferees;

"Law" means the law of August 10, 1915, on commercial companies, as valid in the Grand Duchy of Luxembourg and as amended from time to time.

"Legal Entity" has the meaning as set out in article 7.2

"Lien Enforcement Notice" has the meaning given in article 16.1;

"Ordinary Shares" means the ordinary shares each in the capital of the Company from time to time;

"Permitted Transferee" has the same meaning as set out the Subscription and Shareholders Agreement;

"New Shares" means the New Shares of € 6.50 each in the capital of the Company from time to time;

"Shareholder" means any holder of any Shares;

"Shareholders Circular Resolutions" means any resolution taken by the shareholders in writing as defined in Article 6.2 and Article 12.1;

"Shares" means the Ordinary Shares and the New Shares from time to time;

"Subscription and Shareholders' Agreement" means the subscription and shareholders' agreement between, amongst others, the Company and the Investors;

#### **2. Name, Registered Office, Duration, Law.**

2.1 The name of the company is "iBondis Capital Holdings" (the Company). The Company is a private company limited by Shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the Law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended from time to time (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

2.2 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors (the Board,

and to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders., acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

2.4 The Company is formed for an unlimited duration.

2.5 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

2.6 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law

### **3. Corporate Object.**

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets

3.3 The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

3.6 The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

### **4. Share capital.**

4.1 The share capital is set at EUR 78,615.39 (seventy-eight thousand six hundred fifteen euro and thirty-nine cents), represented by 1,123,077 (one million one hundred twenty three thousand seventy seven) Ordinary Shares in registered form.

4.2 The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the Shareholders.

4.3 Except as otherwise provided in the Articles or the Subscription & Shareholders Agreement, the New Shares and the Ordinary Shares shall rank *pari passu* in all respects but shall constitute separate classes of shares.

4.4 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

4.5 Shares are only transferable as described in the Subscription and Shareholder Agreement.

4.6 A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

4.7 Subject to Investor Majority Consent, the Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

### **5. Dividends.**

5.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

5.2 The Company may determine, with Investor Majority Consent, how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend (Available Profits), transfer such balance to a reserve account or carry it forward

5.3 Any Available Profits which the Company may determine, with Investor Majority Consent, to distribute in respect of any Financial Year; will be distributed among the holders of the Equity Shares (pari passu as if the Equity Shares constituted one class of share) pro rata to their respective holdings of Equity Shares.

5.4 Subject to Investor Majority Consent, interim dividends may be distributed among the holders of Equity Shares, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

5.5 If there are partly paid share(s), any holder of such share(s) shall only be entitled to any dividend payment in an amount equal to the amount of the dividend multiplied by the percentage of the amount that is paid up (if any) on such share(s).

5.6 A capitalised sum which was appropriated from profits available for distribution may be applied in or towards paying up any sums unpaid on existing Shares held by the persons entitled to such capitalised sum.

5.7 If:

(a) a Share is subject to the Company's Lien; and

(b) the Directors are entitled to issue a Lien Enforcement Notice in respect of it, they may, instead of issuing a Lien Enforcement Notice, deduct from any dividend or other sum payable in respect of the Share any sum of money which is payable to the Company by the holder of that Share to the extent that they are entitled to require payment under a Lien Enforcement Notice. Money so deducted shall be used to pay any of the sums payable in respect of that Share. The Company shall notify the distribution recipient in writing of:

(i) the fact and sum of any such deduction;

(ii) any non-payment of a dividend or other sum payable in respect of a Share resulting from any such deduction; and

(iii) how the money deducted has been applied.

## **6. General Meetings, Voting and Shareholders Resolutions.**

6.1 Equity Shares shall confer on each holder of such Equity Shares the right to receive notice of and to attend, speak and vote at all General Meetings of the Company and to receive and vote on proposed written resolutions of the Company.

6.2 Resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of Shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

6.3 Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders to be taken into account according to Article 6.11 are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened. Each Equity Share entitles to one (1) vote.

6.4 No voting rights attached to a share which is only partly paid may be exercised:

(a) at any General Meeting, at any adjournment of it or at any poll called at or in relation to it; or

(b) on any proposed written resolution,

unless all of the amounts payable to the Company in respect of that share have been paid.

6.5 The Shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any Director or Shareholders representing more than one-half of the share capital.

6.6 Written notice of any General Meeting is given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

6.7 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting on May 15<sup>th</sup>, of each year at 10.00 a.m. If such day is a day which is not a business day for banks in Luxembourg generally, the annual General Meeting shall be held on the next following business day, unless the Shareholders agree to schedule another date as per article 6.8.

6.8 Other General Meetings are held at such place and time specified in the respective convening notice.

6.9 If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

6.10 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a Shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

6.11 Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the Shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

6.12 The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

6.13 Any change in the nationality of the Company requires the unanimous consent of the shareholders.

6.14 For the increase of the share capital of the Company, the rules of the Law shall apply.

#### **7. Appointment and Removal of Directors.**

7.1 The Company is managed by a board of Directors composed of one or more Director(s) (the Board), who need not to be Shareholders. The Directors are appointed and designated as director class A or director class B by a resolution of the Shareholders which sets the term of their office. The Directors shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reelective.

7.2 When a legal person is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as member of the Board in accordance with article 51bis of the Law.

7.3 The Directors shall be elected by the General Meeting. The Shareholders of the Company shall also determine the Director's remuneration and the term of their office. A Director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

7.4 In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors appointed by the Shareholders' meeting may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors

**8. Disqualification of Directors.** The office of a Director shall be vacated if:

(a) he is convicted of a criminal offence (other than a minor motoring offence) and the Directors resolve that his office be vacated; or

(b) in the case of Directors other than an Investor Director, if a majority of his co-Directors serve notice on him in writing, removing him from office.

**9. Powers of the Board of Directors.** All powers not expressly reserved to the Shareholders by the Law or the Articles or the Subscription and Shareholders Agreement fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents by the joint signatures of two Directors, one of which is to be a director of class A.

#### **10. Proceedings of Directors.**

10.1 The Board shall appoint a chairman (the Chairman) amongst its members and may choose a secretary, who need not be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting.

10.2 The Board of directors shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of the Chairman or any two Directors at the place indicated in the convening notice.

10.3 Written notice of any meeting of the Board is given to all Directors at least seven (7) days in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

10.4 No such notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a Director, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

10.5 A Director may grant a power of attorney to another Director in order to be represented at any meeting of the Board.

10.6 Any Director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

10.7 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present in person or via any of the means described above or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the Directors present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by all the Directors present or their representative at the meeting.

10.8 Circular resolutions signed by all the Directors (the Directors Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.



10.9 The Company will be bound in all circumstances by the joint signatures of any two directors of the Company, one of which is to be a director of class A, or as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 9. of these Articles.

#### **11. Conflict of Interest.**

11.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm, save where such company or firm is a Connected Company.

11.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

11.3 In the event that any Director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting.

11.4 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

#### **12. Notices, Delegation.**

12.1 Notices and communications are made or waived and the Directors Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, fax, e-mail or any other means of electronic communication.

12.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a Director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

12.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Directors Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

#### **13. Approval of Annual Accounts.**

13.1 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the Director(s) and Shareholders towards the Company.

13.2 Each Shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.3 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

#### **14. Statutory Auditors.**

14.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory Auditors ("Commissaire(s) Aux Comptes"), when so required by law.

14.2 The Shareholders appoint the Commissaire Aux Comptes, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The Commissaire aux Comptes may be reappointed. He may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

#### **15. Indemnities and insurance.**

15.1 Subject to the provisions of and so far as permitted by any applicable laws and regulations:

(a) every Director or other officer of the Company (excluding the Company's Auditors) shall be entitled to be indemnified by the Company (and the Company shall also be able to indemnify directors of any Connected Company) out of the Company's assets against all liabilities incurred by him in the actual or purported execution or discharge of his duties or the exercise or purported exercise of his powers or otherwise in relation to or in connection with his duties, powers or office, provided that no Director or any associated company is indemnified by the Company against:

(i) any liability incurred by the director to the Company or any associated company; or

(ii) any liability incurred by the director to pay a fine imposed in criminal proceedings or a sum payable to a regulatory authority by way of a penalty in respect of non-compliance with any requirements of a regulatory nature; or

(iii) any liability incurred by the director:

(A) in defending any criminal proceedings in which he is convicted;

(B) in defending civil proceedings brought by the Company or any associated company in which final judgment is given against him;

(b) the Directors may exercise all the powers of the Company to purchase and maintain insurance for any such Director or other officer against any liability which by virtue of any rule of law would otherwise attach to him in respect of any negligence, default, breach of duty or breach of trust of which he may be guilty in relation to the Company.

15.2 The Company may (at the cost of the Company) effect and maintain for each Director policies of insurance insuring each Director against risks in relation to his office including without limitation, any liability which by virtue of any rule of law may attach to him in respect of any negligence, default of duty or breach of trust of which he may be guilty in relation to the Company.

#### **16. Lien.**

16.1 The Company shall have a first and paramount lien (the "Company's Lien") over every Share (whether or not a fully paid share) for all and any indebtedness of any holder of it to the Company whether or not that indebtedness or liability is in respect of the Shares concerned and whether or not it is presently payable.

16.2 The Company's Lien over a Share:

- (a) shall take priority over any third party's interest in that Share; and
- (b) extends to any dividend or other money payable by the Company in respect of that Share and (if the lien is enforced and the Share is sold by the Company) the proceeds of sale of that Share.

The Directors may at any time decide that a Share which is, or would otherwise be, subject to the Company's Lien shall not be subject to it, either wholly or in part.

16.3 Subject to the provisions of this article 16, if:

(a) a notice complying with article 16.4 (a "Lien Enforcement Notice") has been given by the Company in respect of a Share; and

- (b) the person to whom the notice was given has failed to comply with it,  
the Company shall be entitled to sell that Share in such manner as the Directors decide.

16.4 A Lien Enforcement Notice:

(a) may only be given by the Company in respect of a Share which is subject to the Company's Lien, in respect of which a sum is payable and the due date for payment of that sum has passed;

- (b) must specify the Share concerned;
- (c) must require payment of the sum payable within 14 days of the notice;
- (d) must be addressed either to the holder of the Share or to a person entitled to it by reason of the holder's death, bankruptcy or otherwise; and
- (e) must state the Company's intention to sell the Share if the notice is not complied with.

16.5 The net proceeds of any such sale (after payment of the costs of sale and any other costs of enforcing the lien) must be applied:

(a) first, in payment of so much of the sum for which the lien exists as was payable at the date of the Lien Enforcement Notice;

(b) secondly, to the person entitled to the Share at the date of the sale and subject to a lien equivalent to the Company's Lien for any money payable (whether or not it is presently payable) as existing upon the Share before the sale in respect of all Shares registered in the name of that person after the date of the Lien Enforcement Notice.

16.6 A declaration by a Director or the company secretary that the declarant is a Director or the company secretary and that a Share has been sold to satisfy the Company's Lien on a specified date:

- (a) shall be conclusive evidence of the facts stated in it as against all persons claiming to be entitled to the Share; and
- (b) subject to compliance with any other formalities of transfer required by these Articles or by law, shall constitute a good title to the Share.

#### **17. Dissolution and Liquidation.**

17.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the Shareholders, adopted by one-half of the Shareholders holding three-quarters of the share capital. The Shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2 The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the Shareholders in proportion to the Shares held by each of them.

#### *Sixth resolution*

The General Meeting resolved to appoint the following persons as new class B directors of the Company for a term ending at the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2021:

- Mr. Andrey Romanenko, independent director, residing in 6, bld. 2, flat 58, Kuusinena Str., Moscow, Russia;
- Mr. Stefano Villa, independent director, residing professionally in Place de Chevelu 6, 1201 Genève, Switzerland;

The General Meeting allocate the classes A and class B to the current directors as follows:

- Mr. Ralph Bourgnon, chartered accountant, residing professionally in L-2212 Luxembourg, 6 Place de Nancy as Director of class B



- Mr. Ronald Weber, chartered accountant, residing professionally in L-2212 Luxembourg, 6 Place de Nancy as Director of class B

- Mr. Christian Nothacker, CEO, residing Via Cosliva 36, 6926 Montagnola, Switzerland as Director of class A.

The General Meeting resolved to appoint Mr. Thomas Koch, independent director, residing professionally Anna-Schneider-Steig 22 (Rheinauhafen), 50678 Köln, Germany, as independent observer to the Board of Directors of the Company, with a right to attend Board Meetings and without undertaking of any responsibilities or liability, for a term ending at the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2021.

There being no further business on the agenda, the Chairman thereupon has closed the Meeting.

#### *Power*

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw up, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version; and further states, on request of the same appearing persons, that in case of any divergence between the English and the German texts, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day as stated at the beginning of this document.

The document having been read to the Bureau, the appearing parties and proxyholders, they signed, together with the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

Im Jahre zweitausendsechszehn, den zweiten Tag des Monats März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Paul MEYERS, mit dem Amtssitz in Esch-sur-Alzette (Großherzogtum Luxemburg);

Wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Versammlung“) der Aktiengesellschaft „iBondis Capital Holdings“ (die „Gesellschaft“), einer Aktiengesellschaft gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Handels- und Firmenregister, Sektion B, unter der Nummer 194.261, mit Sitz in L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 70.000,- (siebzigtausend Euro) eingeteilt in 100.000 (einhunderttausend) Stammaktien ohne Nennwert, und gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Danielle KOLBACH, mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, handelnd in Vertretung von Notar Jean SECKER, mit Amtssitz in Junglinster, am 27. Januar 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 678 vom 12. März 2015, und die Statuten der Gesellschaft wurden noch nicht abgeändert seitdem.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Caroline RAMIER, mit professionellem Sitz in Esch/Alzette, eröffnet (die Vorsitzende).

Die Vorsitzende bestellt zum Schriftführer und Stimmenzähler Frau Claudia ROUCKERT, mit professionellem Sitz in Esch/Alzette.

Der Vorstand der Versammlung ist damit konstituiert und die Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

#### *Ordre du jour*

1. Umtausch der 100.000 (einhundert tausend) bestehenden Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,70 (siebzig Euro Cent) gegen 1.000.000 (eine Million) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent);

2. Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft um den Betrag von EUR 8.615,39 (achttausend sechshundertfünfzehn Komma neununddreißig Euro), um es von seinem jetzigen Betrag von EUR 70.000,- (siebzigtausend Euro) auf EUR 78.615,39 (achtundsiebzigtausend sechshundertfünfzehn Komma neununddreißig Euro) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von 123.077 (einhundertdreiundzwanzigtausend siebenundsiezig) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent), welche über die gleichen Rechte und Pflichten verfügen wie die bestehenden Aktien;

3. Verzicht der bestehenden Aktionäre auf ihr Vorzugszeichnungsrecht;

4. Zeichnung und vollständige Einzahlung in Bar der neuen ausgegebenen Aktien durch neuen Aktionäre mit eines Emissionsaufgeldes von EUR 791.385,11 (siebenhunderteinundneunzigtausend dreihundertfünfundachtzig Komma elf Euro);

5. Infolgedessen Neufassung der Statuten;

6. Ernennung neuer Klasse B Direktoren und Ernennung von Klasse Direktoren für die bestehenden Direktoren;

7. Verschiedenes.

B) Dass die anwesenden oder vertretenden Gesellschafter, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

C) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar „ne varietur“ unterzeichnet, dieser Urkunde beigegebogen werden, um mit derselben einregistriert zu werden.

D) Dass das gesamte Gesellschaftskapital von EUR 100.000 (einhunderttausend Euro), welches durch 1.000 (eintausend) bestehenden Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 100 (einhundert Euro) repräsentiert wird, anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

Keine weiteren Einberufungsmittelungen waren erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Alsdann fasste die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die 100.000 (einhundert tausend) bestehenden Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,70 (siebzig Euro Cent) gegen 1.000.000 (eine Million) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) umzutauschen, so dass das Gesellschaftskapital von nun an EUR 70.000,- (siebzigtausend Euro) durch 1.000.000 (eine Million) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) dargestellt ist.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt das gezeichnete Kapital der Gesellschaft um den Betrag von EUR 8.615,39 (achttausend sechshundertfünfzehn Komma neununddreißig Euro) zu erhöhen, um es von seinem jetzigen Betrag von EUR 70.000,- (siebzigtausend Euro) auf EUR 78.615,39 (achtundsiebzigtausend sechshundertfünfzehn Komma neununddreißig Euro) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von 123.077 (einhundertdreiundzwanzigtausend siebenundsiezig) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent), welche über die gleichen Rechte und Pflichten verfügen wie die bestehenden Aktien.

#### *Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung stellt fest, dass die bestehenden Aktionäre auf ihr Vorzugszeichnungsrecht verzichtet haben.

#### *Vierter Beschluss*

1. Daraufhin erschien RCS - Run Capital Limited, eine limited company unterliegend dem Recht der Republik von Zypern bestimmt, eingetragen im Handelsregister der Republik von Zypern unter nummer HE 333975, mit Gesellschaftssitz in Themistokli Dervi 6, 1066 Nicosia, Zypern, gab an 46.154 (sechszwanzigtausend einhundertvierundfünfzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen;

2. Daraufhin erschien Herrn Enrico SPINOLA, geboren am 16/02/1966 in Turin Italy, wohnhaft in CH-1223 Cologny, 3, Plateau de Frontenex, gab an 15.384 (fünfzehntausend dreihundertvierundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen;

3. Daraufhin erschien Herrn Luca SPINOLA, geboren am 24/07/1969 in Turin Italy, wohnhaft in CH-1253 Vandoeuvres, 7, Chemin de Bessinge, gab an 15.384 (fünfzehntausend dreihundertvierundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen;

4. Daraufhin erschien Locent S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unterliegend dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 173.485, gab an 15.385 (fünfzehntausend dreihundertfünfundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen;

5. Daraufhin erschien Classics Select Fund A, (Classic Fund Ltd), einer Gesellschaft unterliegend dem Recht der Bermuda, mit Gesellschaftssitz in Washington Mall 1, Suite 302, 20 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, gab an 15.385 (fünfzehntausend dreihundertfünfundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen;

6. Daraufhin erschien Herrn Shiva VIG, geboren am 20/11/1989 in Indien, wohnhaft in CH-1253 Vandoeuvres, 7, Chemin de Bessinge, gab an 15.385 (fünfzehntausend dreihundertfünfundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen,

Jeder, "ein Unterzeichner", und gemeinschaftlich, "die Unterzeichner",

jeder vertreten durch Frau Caroline RAMIER, mit professionellem Sitz in Esch/Alzette, aufgrund privatschriftlichen Vollmachten.

### *Zeichnung - Einzahlung*

Anschließend sprechen die oben genannten Unterzeichner, die jeweils vertreten wie oben angegeben:

(a) RCS - Run Capital Limited, vorgeannt, gab an 46.154 (sechshundertvierzigtausend einhundertvierundfünfzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen sowie einen Betrag in Höhe von EUR 296.770,22 (zweihundertsechshundertneunzigtausend siebenhundertsechzig Komma zweiundzwanzig Euro) betreffend die Einzahlung eines Emissionsaufgeldes auf ein Aufgeldkonto, vollständig zu leisten;

(b) Herrn Enrico SPINOLA, vorgeannt, gab an 15.384 (fünfzehntausend dreihundertvierundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen sowie einen Betrag in Höhe von EUR 98.919,12 (achtundneunzigtausend neunhundertneunzehn Komma zwölf Euro) betreffend die Einzahlung eines Emissionsaufgeldes auf ein Aufgeldkonto, vollständig zu leisten;

(c) Herrn Luca SPINOLA, vorgeannt, gab an 15.384 (fünfzehntausend dreihundertvierundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen sowie einen Betrag in Höhe von EUR 98.919,12 (achtundneunzigtausend neunhundertneunzehn Komma zwölf Euro) betreffend die Einzahlung eines Emissionsaufgeldes auf ein Aufgeldkonto, vollständig zu leisten;

(d) Locent S.à r.l., vorgeannt, gab an gab an 15.385 (fünfzehntausend dreihundertfünfundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen sowie einen Betrag in Höhe von EUR 98.925,55 (achtundneunzigtausend neunhundertfünfundzwanzig Komma fünfundfünfzig Euro) betreffend die Einzahlung eines Emissionsaufgeldes auf ein Aufgeldkonto, vollständig zu leisten;

(e) Classics Select Fund A, (Classic Fund Ltd), vorgeannt, gab an gab an 15.385 (fünfzehntausend dreihundertfünfundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen sowie einen Betrag in Höhe von EUR 98.925,55 (achtundneunzigtausend neunhundertfünfundzwanzig Komma fünfundfünfzig Euro) betreffend die Einzahlung eines Emissionsaufgeldes auf ein Aufgeldkonto, vollständig zu leisten;

(f) Herrn Shiva VIG, vorgeannt, gab an gab an 15.385 (fünfzehntausend dreihundertfünfundachtzig) neue Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,07 (sieben Euro Cent) zu zeichnen sowie einen Betrag in Höhe von EUR 98.925,55 (achtundneunzigtausend neunhundertfünfundzwanzig Komma fünfundfünfzig Euro) betreffend die Einzahlung eines Emissionsaufgeldes auf ein Aufgeldkonto, vollständig zu leisten.

Die Generalversammlung erkennt, daß der Gesamtbetrag von EUR 800.000,50 (achthundert tausend Komma fünfzig Euro) der von den Unterzeichnern wie vorgesehen bezahlt ist, flüssig und verfügbar ist.

Von dem Gesamtbetrag, einen Betrag in Höhe von EUR 8.615,39 (achttausendsechshundertfünfzehn Komma neununddreißig Euro) im Gesellschaftskapital der Gesellschaft und einen Betrag in Höhe von EUR 791.385,11 (siebenhundertneundneunzigtausend dreihundertfünfundachtzig Komma elf Euro) auf ein Aufgeldkonto als Emissionsaufgeldes zugewiesen sind.

Der Gesamtbetrag von EUR 800.000,50 (achthundert tausend Komma fünfzig Euro), betreffend Kapitalerhöhung sowie Emissionsaufgeld, steht der Gesellschaft somit ab heute zur freien Verfügung. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichnenden Notar vor.

### *Fünfter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, gemäß den vorerwähnten Beschlüsse, die Satzung der Gesellschaft vollständig neuzufassen.

Demzufolge, werden die vollständigen Satzungen der Gesellschaft in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

**18. Begriffsbestimmungen.** In dieser Satzung haben die folgenden Begriffe und Ausdrücke die im Folgenden bestimmte Bedeutung:

"Commissarie(s) Aux Comptes" bezeichnet die satzungsmäßigen Kommissare der Firma von Zeit zu Zeit;

"Verfügbare Gewinne" bezeichnet Gewinne, die ausgeschüttet werden können;

"Verwaltungsrat" bezeichnet das Gremium der Direktoren oder jegliches andere Verwaltungsratsgremium, das zu dem Zweck gebildet wurde, Beschlüsse im Sinne dieser Satzung zu verabschieden;

"Vorsitzender" ist in Artikel 10.1 definiert;

"Gesellschaft" bezeichnet iBondis Capital Holdings S.A.;

"Unternehmenspfandrecht" ist in Artikel 16.1 definiert;

"Verbundenes Unternehmen" bezeichnet jedes Unternehmen, das im Bezug auf die Firma eine Tochter- oder Muttergesellschaft ist, oder im Bezug auf die Muttergesellschaft ein Tochterunternehmen ist;

"Direktor(en)" bezeichnet den Direktor oder die Direktoren der Gesellschaft von Zeit zu Zeit;

"Schriftlicher Beschluss" ist definiert in Artikel 6.2, 10.8 und 12.1;

"elektronische Form" bezeichnet Informationen oder Dokumente die per E-Mail oder Fax versendet werden;

"Geschäftsjahr" bezeichnet das Geschäftsjahr der Gesellschaft, das einem Kalenderjahr entspricht;

"Generalversammlung" bezeichnet die Versammlung der Anteilseigner wie in Artikel 6 definiert;

"Schriftform" bezeichnet Informationen oder Dokumente die papierhaft versendet und zugestellt werden;

"Investorenmehrheit" oder „Investor Majority“ ist definiert im Gesellschaftervertrag („Subscription and Shareholders Agreement“);

"Zustimmung der Investorenmehrheit" bezeichnet die vorab schriftliche Einverständnis der Investorenmehrheit;

"Investoren" bezeichnet die Zeichner (entsprechend dem Gesellschaftervertrag) der neu ausgegebenen Aktien („New Shares“) und deren berechtigten Übernehmern („Permitted Transferee“);

„das Gesetz“ bezeichnet das Luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in jeweils aktueller Fassung;

„Rechtsperson“ ist definiert in Artikel 7.2;

"Pfändungsbescheid" ist definiert in Artikel 16.1;

"Stammaktien" bezeichnet die Stammaktien im Kapital der Firma von Zeit zu Zeit;

"berechtigter Übernehmer" oder „Permitted Transferee“ ist definiert im Gesellschaftervertrag;

"neu ausgegebene Aktien" bezeichnet neue Aktien mit einem Wert von € 6,50 die Teil des Kapitals der Firma sind von Zeit zu Zeit;

"Gesellschafter" bezeichnet den Halter von Aktien der Firma;

"Aktien" bezeichnet Stammaktien und neu ausgegebene Aktien, die von Zeit zu Zeit das Kapital der Firma bilden;

„Gesellschaftervertrag“ oder "Subscription and Shareholders' Agreement" bezeichnet den Gesellschaftervertrag zwischen der Firma, den Investoren und anderen;

## **19. Name, Sitz, Dauer, Recht.**

19.1 Der Name der Gesellschaft ist "iBondis Capital Holdings" (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) nach Luxemburgischem Recht, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in jeweils aktueller Fassung (das Gesetz), sowie dieser Gründungssatzung (die Satzung).

19.2 Der Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt. Er kann, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates, an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung, unter der Beachtung der Bestimmungen über die Änderung der Satzung, an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxembourg verlegt werden.

19.3 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder weitere Büros können im Großherzogtum Luxembourg oder im Ausland durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitz mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

19.4 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

19.5 Die Gesellschaft wird nicht durch Tod, Aufhebung ziviler Rechte, Unmöglichkeit, Insolvenz, Bankrott oder eines vergleichbaren Ereignisses in der Person eines Gesellschafters aufgelöst.

19.6 Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes, wie in Art. 1 festgelegt

## **20. Gesellschaftszweck.**

20.1 Zweck der Gesellschaft ist die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in Luxemburg oder im Ausland in jeder Form gleich welcher Art sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Kapitalbeteiligungen, Anleihen, Schuldtitel, Einlagenzertifikate und andere schuldrechtliche Wertpapiere und im allgemeineren Sinne alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von einer Publikums- oder privaten Gesellschaft gleich welcher Art ausgegeben wurden. Die Gesellschaft kann Mittel in jeder Form aufnehmen. Sie kann Wechsel, Anleihen und Schuldtitel sowie Schuldverschreibungen und/oder Anteilspapiere emittieren.

20.2 Die Gesellschaft kann Mittel in jeder Form aufnehmen. Sie kann Wechsel, Anleihen und Schuldtitel sowie Schuldverschreibungen und/oder Anteilspapiere emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Wertpapieren, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (die "verbundenen Unternehmen"). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu besichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

20.3 Die Gesellschaft kann des Weiteren in Erwerb und Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

20.4 Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

20.5 Die Gesellschaft kann wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Umbau, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, hypothekarische Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Eigentum oder Immobilien.

20.6 Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

## **21. Gesellschaftskapital.**

21.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt EUR 78.615,39 (achtundsiebzig tausend sechshundertfünfzehn Euro und neununddreißig Cent) eingeteilt in 1.123.077 (eine Million einhundert drei und zwanzig sieben und siebenzig) Stammaktien in eingetragener Form.

21.2 Das Gesellschaftskapital kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Eigentümer angehoben oder herabgesetzt werden.

21.3 Die neu ausgegebenen Aktien und die Stammaktien bilden separate Aktienklassen stehen einander aber pari passu gleich, es sei denn wo dies von der Satzung und dem Gesellschaftervertrag abweichend geregelt ist.

21.4 Die Aktien sind nicht teilbar und die Gesellschaft akzeptiert nur einen Eigentümer pro Aktie 21.5 Die Aktien sind entsprechend der Bestimmungen des Gesellschaftervertrags transferierbar.

21.6 Ein Gesellschafterregister wird an der offiziellen Anschrift der Gesellschaft geführt und kann von jedem Gesellschafter auf Anfrage eingesehen werden.

21.7 Mit Zustimmung der Investorenmehrheit kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien erwerben, sofern sie ausreichend verfügbare Reserven für diesen Zweck hat oder wenn der Erwerb auf einer Kapitalreduzierung beruht

## **22. Dividenden.**

22.1 Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

22.2 Die Gesellschaft legt unter Zustimmung der Investorenmehrheit fest, wie der Saldo des Gewinns verwendet wird. Ein solcher Saldo kann verwendet werden für die Zahlung einer Dividende, einer Zuordnung zu einer Rücklage oder zum Gewinnübertrag.

22.3 Verfügbare Gewinne, die nach Maßgabe der Gesellschaft und mit Zustimmung der Investorenmehrheit hinsichtlich eines Geschäftsjahrs ausgeschüttet werden, werden an die Inhaber der Aktien (pari passu als ob alle Aktien eine einzige Aktienklasse bilden) pro rata entsprechend ihres Aktienanteils ausgezahlt.

22.4 Mit Zustimmung der Investorenmehrheit, dürfen Vorschussdividenden unter den folgenden Bedingungen und die Inhaber der Aktien ausgeschüttet werden:

(i) Der Verwaltungsrat hat eine Zwischenbilanz aufgestellt;

(ii) Diese Zwischenbilanz zeigt, dass ausreichende Gewinne und sonstige Reserven (inklusive eines Vorzugsrechts (share premium)) zur Ausschüttung vorhanden sind; es wird festgehalten, dass dieser Betrag nicht den Gewinn übersteigen darf, der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres angefallen ist, für welches der Jahresabschluss genehmigt worden ist, wobei dieser letztgenannte Gewinn um vorgetragene Gewinne und verteilungsfähige Rücklagen anzuheben, sowie durch vorgetragene Verluste und die zur gesetzlichen Rücklage zu verwendenden Beträge zu reduzieren ist;

(iii) Die Entscheidung über eine Vorschussdividende wird vom Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum der Zwischenbilanz getroffen;

(iv) Die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft sind, unter Berücksichtigung der Güter der Gesellschaft, nicht bedroht; und

(v) Wo gezahlte Vorschussdividenden den Saldo der am Ende des Geschäftsjahres verteilungsfähigen Gewinne übersteigt, muss der überzahlte Betrag von den Gesellschaftern an die Gesellschaft zurückgezahlt werden.

22.5 Im Falle von nicht voll einbezahlten Aktien steht dem Inhaber dieser Aktien eine Dividende nur in der Höhe zu, die dem Betrag der Dividende multipliziert mit dem Prozentsatz des pro Aktie einbezahlten Betrags entspricht.

22.6 Eine kapitalisierte Summe darf von Beträgen mit Gewinnverwendung abgezogen wurde und hinsichtlich dem Ausgleich von nicht voll einbezahlten Aktien einbehalten werden, anstatt an den entsprechenden Aktieninhaber ausgezahlt zu werden.

22.7 Im Falle dass,

(a) Eine Aktie Gegenstand des Unternehmenspfandrechts ist; und

(b) Die Direktoren diesbezüglich berechtigt sind einen Pfändungsbescheid zu erteilen,

dürfen die Direktoren an der Stelle eines Pfändungsbescheids die einem Aktieninhaber geschuldete Dividende um den Betrag reduzieren, der von einem solchen Aktieninhaber der Gesellschaft geschuldet wird, sofern gegen den betreffenden



Aktieninhaber ein entsprechender Anspruch im Wege eines Pfändungsbescheids geltend gemacht werden könnte. Jegliche auf diese Weise einbehaltenen Beträge müssen zum Ausgleich der Ansprüche der Gesellschaft gegen den entsprechenden Aktieninhaber verwendet werden. Die Gesellschaft muss den entsprechenden Aktieninhaber schriftlich in Kenntnis setzen:

- (i) Von der Tatsache und dem Betrag einer solchen Reduktion der Dividende;
- (ii) Von der Einbehaltung eines Teils oder der gesamten Dividende, die aus einer oben genannten Reduktion folgt; und
- (iii) Von der Verwendung eines auf diese Weise einbehaltenen Betrags.

### **23. Generalversammlung, Abstimmung und Gesellschafterbeschlüsse.**

23.1 Aktien berechtigen ihren jeweiligen Inhaber dazu über alle anstehenden Generalversammlungen in Kenntnis gesetzt zu werden, an diesen teilzunehmen, das Wort zu ergreifen und an Abstimmungen im Rahmen einer Generalversammlung teilzunehmen. Ferner sind Aktieninhaber dazu berechtigt schriftliche Gesellschafterbeschlüsse zu empfangen und über diese abzustimmen.

23.2 Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in der Gesellschafterversammlung oder per schriftlichen Beschluss gefasst.

23.3 Zur Fassung eines schriftlichen Beschlusses wird der Beschlusstext allen Gesellschaftern in Übereinstimmung mit der Satzung zugesendet. Ein schriftlicher Beschluss, der von allen nach Artikel 6.11 zu berücksichtigenden Gesellschaftern unterschrieben und datiert ist, ist genauso wirksam und bindend wie ein Beschluss der ordentlich einberufenen und abgehaltenen Generalversammlung.

23.4 Die Abstimmungsrechte im Bezug auf nicht voll einbezahlte Aktien sind suspendiert und dürfen nicht ausgeübt werden:

- (a) bei Generalversammlungen oder deren Vertagungen im Bezug auf entsprechende Abstimmungen; oder
- (b) im Bezug auf schriftliche Bezüge,

es sei denn ausstehende Beträge, die der Gesellschaft im Bezug auf entsprechende Aktien geschuldet sind, wurden beglichen

23.5 Die Einberufung der Generalversammlung oder schriftliche Beschlussfassung erfolgt aufgrund der Initiative jedes Direktors oder von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

23.6 Eine schriftliche Einladung zu jeder Sitzung der Generalversammlung wird spätestens acht (8) Tage im Voraus an alle Gesellschafter gesendet, außer wenn ein Notfall vorliegt, dessen Natur und Umstände in der Einladung dargelegt werden.

23.7 Die jährliche Generalversammlung tritt, in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz, am Gesellschaftssitz oder in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes an dem im Einladungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am 15. Mai eines jeden Jahres um 10.00 Uhr. Falls der vorgenannte Tag ein allgemeiner Feiertag für Banken ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt, es sei denn die Gesellschafter vereinbaren ein abweichendes Datum entsprechend Artikel 6.8.

23.8 Andere Generalversammlungen werden an einem solchen Ort und zu solcher Zeit abgehalten, wie im jeweiligen Einladungsschreiben bestimmt.

23.9 Sind alle Gesellschafter anwesend oder vertreten und erachten sich ordentlich einberufen und über die Tagesordnung informiert, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einladung abgehalten werden.

23.10 Ein Gesellschafter darf sich mittels schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, bei einer Generalversammlung vertreten lassen.

23.11 Beschlüsse der Generalversammlung oder im Wege des schriftlichen Beschlusses sind angenommen, wenn die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentierenden Gesellschafter zugestimmt haben. Wird diese Mehrheit bei der ersten Generalversammlung oder dem ersten schriftlichen Beschlussverfahren nicht erreicht, so werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal einberufen oder es wird ein zweites schriftliches Beschlussverfahren durchgeführt, wobei für die Beschlussfassung dann die Mehrheit der abgegebenen Stimmen zählt, unabhängig von der Höhe des vertretenen Gesellschaftskapitals.

23.12 Die Satzung wird mit der Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geändert.

23.13 Jeder Wechsel der Nationalität der Gesellschaft erfordert eine einstimmige Entscheidung der Gesellschafter.

23.14 Für die Anhebung des Gesellschaftskapitals gelten die Regeln des Gesetzes.

### **24. Berufung und Abberufung der Direktoren.**

24.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus einem oder mehreren Direktoren besteht, die keine Aktionäre sein müssen. Die Direktoren werden von der Gesellschafterversammlung als Direktoren der Klasse A oder der Klasse B ernannt welche ihren Berufszeitraum bestimmt. Dieser Berufszeitraum darf sechs Jahre nicht überschreiten, jedoch sind die Direktoren wiederwählbar 24.2 Sofern eine Rechtsperson als Direktor bestellt wird, muss diese Rechtsperson einen ständigen Vertreter (représentant permanent) benennen, der die Rechtsperson als Direktor in Übereinstimmung mit Artikel 51bis des Gesetzes vertritt.

24.3 Die Direktoren werden von der Generalversammlung gewählt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Vergütung und Amtsdauer der Direktoren. Ein Direktor kann jederzeit, mit oder ohne Begründung, durch eine Entscheidung der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

24.4 Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitgliedes durch Tod, Rücktritt oder auf andere Weise frei, so können die so ernannten verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt per Mehrheitsentscheid bis zur nächsten Generalversammlung vorläufig besetzen. Sofern kein Direktor verbleibt, soll die Generalversammlung umgehend durch den Kommissar einberufen und abgehalten werden, um neue Direktoren zu bestimmen.

**25. Disqualifizierung von Direktoren.** Ein Direktor wird des Amtes enthoben wenn:

(a) Er aufgrund einer Straftat verurteilt wird (außer bei einem geringfügigen Verkehrsdelikt) und die Direktoren beschließen, den entsprechenden Direktor seines Amtes zu entheben; oder

(b) Eine Mehrheit der Co-Direktoren seine Amtsenthebung schriftlich beantragen, es sei denn es handelt sich um einen von einem Investor bestimmten Direktor.

**26. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz, durch die vorliegende Satzung oder den Gesellschaftervertrag der Generalversammlung vorbehalten ist. Er hat die weitest gehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Spezielle oder begrenzte Vollmachten dürfen für definierte Angelegenheiten zu einem oder mehreren Vertretern delegiert werden. Dies erfolgt durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Direktoren, von denen einer ein Direktor der Klasse A sein muss.

**27. Verwaltungsrat Bestimmungen.**

27.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Direktor sein muss. Dieser ist verantwortlich für die Führung von Sitzungsberichten des Verwaltungsrats und für die Niederschrift von Beschlüssen der Gesellschafterversammlung. Der Vorsitzende leitet die Sitzungen des Verwaltungsrats und der Gesellschafterversammlung.

27.2 Der Verwaltungsrat tagt so häufig wie die Interessen der Gesellschaft es erfordern oder wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zum in der Einladung benannten Ort einberufen.

27.3 Eine schriftliche Einladung zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats wird spätestens sieben (7) Tage im Voraus an alle Direktoren gesendet, außer wenn ein Notfall vorliegt, dessen Natur und Umstände in der Einladung dargelegt werden.

27.4 Eine solche Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Direktoren anwesend oder vertreten sind und wenn sie angeben, die Tagesordnung der Sitzung vollumfänglich zu kennen. Auf das Erfordernis der Einladung kann außerdem von jedem Direktor vor oder nach einer Sitzung verzichtet werden, wobei hierfür ein Schreiben im Original, per Fax oder EMail ausreicht, sofern die Umstände es erlauben, den Absender zu identifizieren. Gesonderte Einladungen sind nicht erforderlich für solche Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten stattfinden, die vom Verwaltungsrat vorher in einer Liste festgelegt wurden.

27.5 Ein Direktor kann per Vollmacht einen anderen Direktor ermächtigen, um ihn bei einer Sitzung des Verwaltungsrats zu vertreten.

27.6 Jeder Direktor darf an einer Sitzung mittels Telefon, Videokonferenz oder auf jede andere Weise teilnehmen, die es den Teilnehmern erlaubt, sich gegenseitig zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen. Eine Teilnahme auf diese Weise ist gleichwertig mit einer Teilnahme in Person an einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung anzusehen.

27.7 Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend, anwesend in einer Form wie im vorhergehenden Absatz definiert oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit der Mehrheit der Stimmen der so anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Die Beschlüsse werden in einem Sitzungsprotokoll niedergeschrieben, welches von allen anwesenden Direktoren oder ihren Vertretern unterschrieben wird.

27.8 Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben und datiert ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

27.9 Die Gesellschaft wird nach Außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Direktoren, wobei einer dieser Direktoren ein Direktor der Klasse A sein muss; oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates, dem solche Vollmachten gültig gemäß Artikel 9 übertragen wurden

**28. Interessenkonflikte.**

28.1 Kein Vertrag und keine sonstige Erklärung zwischen der Gesellschaft und jeder anderen Gesellschaft oder Firma wird davon beeinflusst oder ungültig, dass ein Direktor oder sonstige Funktionär der Gesellschaft ein Interesse an jener anderen Gesellschaft oder Firma hat oder ein Direktor, Mitarbeiter, Funktionär oder Angestellter der anderen Gesellschaft oder Firma ist.

28.2 Ein Direktor oder Funktionär der Gesellschaft, der gleichzeitig als Direktor, Funktionär oder Angestellter jedweder Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft in Vertrags- oder sonstige Beziehungen treten möchte, wird durch diese Beziehung mit einer anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, über diese Beziehungen der Gesellschaft mit zu verhandeln und zu entscheiden.



28.3 Sofern dieser Direktor der Gesellschaft ein persönliches oder gegenläufiges Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat, soll dieser Direktor dem Verwaltungsrat sein persönliches oder gegenläufiges Interesse bekannt machen und soll nicht in dieser Angelegenheit verhandeln oder entscheiden. Über die Transaktion und die Interessen dieses Direktors soll der nächsten Jahressitzung der Gesellschafterversammlung berichtet werden.

28.4 Der vorhergehende Absatz ist nicht anzuwenden auf Beschlüsse des Verwaltungsrats in Bezug auf solche Transaktionen, die im Bereich des regulären Geschäftsbetriebs liegen und die das Kriterium „on arm’s length“ einhalten.

### **29. Benachrichtigungen, Vertretung.**

29.1 Benachrichtigungen oder sonstige Mitteilungen werden getätigt oder darauf verzichtet sowie über schriftliche Beschlüsse der Direktoren und der Gesellschafter wird Beweis geführt in Schriftform, per Telegramm, Fax, EMail oder mittels jeder anderen Methode der elektronischen Kommunikation.

29.2 Vollmachten werden mittels jedes der hier genannten Mittel begeben. Vollmachten in Verbindung mit einer Verwaltungsratssitzung dürfen von einem Direktor auch in einer Weise ausgestellt werden, deren Bedingungen vom Verwaltungsrat festgelegt werden können.

29.3 Unterschriften können in handschriftlicher oder elektronischer Form getätigt werden, vorausgesetzt letztere erfüllen die rechtlichen Voraussetzungen um einer handschriftlichen Unterschrift gleichwertig zu sein. Unterschriften unter schriftlichen Beschlüssen des Verwaltungsrats oder der Gesellschafter werden, je nach dem konkreten Fall, auf einem Original oder mehreren Gegenständen des gleichen Dokuments getätigt, welche zusammen ein Dokument darstellen.

### **30. Zustimmung zum Jahresabschluss.**

30.1 Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluss, eine Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar, welches den Wert der Güter und Verbindlichkeiten der Gesellschaft wiedergibt, samt Anhängen, die die Verbindlichkeiten der Gesellschaft und die Verbindlichkeiten der Direktoren und Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

30.2 Jeder Gesellschafter darf das Inventar und den Jahresabschluss an der Geschäftsadresse der Gesellschaft inspizieren.

30.3 Der Jahresabschluss und die Gewinn- und Verlustrechnung werden von der Generalversammlung oder mittels schriftlichem Beschluss der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des Geschäftsjahres genehmigt.

### **31. Satzungsmäßiger Kommissar.**

31.1 Die Tätigkeiten der Gesellschaft werden von einem oder mehreren satzungsmäßigen Kommissaren (Commissaire (s) Aux Comptes) überwacht, soweit das Gesetz dies erfordert.

31.2 Die Gesellschafter bestimmen den Commissaire Aux Comptes und bestimmen ihre Anzahl, Vergütung und Dauer ihrer Berufung, welche sechs (6) Jahre nicht übersteigen darf. Der Commissaire Aux Comptes kann wiedergewählt werden. Er kann von der Gesellschafterversammlung jederzeit mit oder ohne Grund abberufen werden.

### **32. Schadloshaltung und Versicherung.**

32.1 Gemäß den Bestimmungen und hinsichtlich der Zulässigkeit in Bezug auf die anwendbaren Gesetze und Regulierungen:

(a) hat jeder Direktor oder sonstige Funktionsträger der Gesellschaft (mit Ausnahme der Commissaire Aux Comptes) Anspruch auf Schadloshaltung durch die Gesellschaft (und die Gesellschaft darf diese Schadloshaltung auch an Direktoren oder sonstige Funktionsträger von verbundenen Unternehmen ausweiten). Diese Schadloshaltung wird aus dem Vermögen der Gesellschaft bestritten und bezieht sich auf alle Verbindlichkeiten, die durch den Direktor oder sonstigen Funktionsträger in Ausübung seiner Aufgaben oder seiner eigentlichen oder vermeintlichen Vertretungsmacht entstanden sind. Diese Schadloshaltung gilt nicht im Bezug auf:

(i) eine Verbindlichkeit eines Direktors oder sonstigem Funktionsträgers gegenüber der Gesellschaft oder einem verbundenen Unternehmen; oder

(ii) eine durch den Direktor oder sonstigen Funktionsträger verursachte Verbindlichkeit aus einer Strafzahlung als Folge eines Strafverfahrens oder als Folge eines regulatorischen Ordnungsverfahrens, wonach die Strafzahlung die Folge einer Missachtung von Compliance Vorschriften oder sonstigen regulatorischen Bestimmungen ist, oder

(iii) einer durch den Direktor oder sonstigen Funktionsträger verursachte Verbindlichkeit:

(A) aus der Strafverteidigung in einem Strafprozess, bei dem dieser Direktor oder sonstige Funktionsträger verurteilt wurde;

(B) aus einem Zivilverfahren, das im Namen der Gesellschaft gegen diesen Direktor oder sonstigen Funktionsträger geführt wurde und zu Gunsten der Gesellschaft entschieden wurde;

(b) dürfen Direktoren ihre Vollmacht dahingehen einsetzen entsprechende Versicherungspolizen zu Gunsten der Direktoren oder sonstiger Funktionsträger abzuschließen, hinsichtlich solcher Verbindlichkeiten, für die sie im Falle von Fahrlässigkeit, Nichteinhaltung von Verpflichtungen, Pflichtverletzung oder Untreue gegenüber der Gesellschaft gemäß anwendbaren Rechts persönlich haftbar gemacht würden.

32.2 Die Gesellschaft darf (auf eigene Kosten) für Direktoren oder sonstige Funktionsträger solche Versicherungspolizen abschließen, die für die entsprechenden Direktoren oder sonstigen Funktionsträger das Risiko versichern, das aus der Ausübung ihrer Pflichten herrührt einschließlich aller Verbindlichkeiten für die sie im Falle von Fahrlässigkeit, Nichtein-

haltung von Verpflichtungen, Pflichtverletzung oder Untreue gegenüber der Gesellschaft gemäß anwendbaren Rechts persönlich haftbar gemacht würden.

### **33. Pfandrecht.**

33.1 Die Gesellschaft hat das erste und vorrangige Pfandrecht ("Unternehmenspfandrecht") auf alle Aktien (unbeschadet dessen, ob die Aktien voll einbezahlt sind oder nicht) hinsichtlich aller Schulden oder Verbindlichkeiten von Aktieninhabern gegenüber der Gesellschaft, unbeschadet dessen, ob diese Schulden oder Verbindlichkeiten sich auf die entsprechenden Aktien beziehen oder fällig sind.

33.2 Das Unternehmenspfandrecht auf Aktien:

- (a) hat Vorrang über die Interessen eines Dritten in Bezug auf die entsprechenden Aktien; und
- (b) erstreckt sich auf jegliche Dividenden oder andere Vergütungen, die die Gesellschaft im Bezug auf die entsprechenden Aktien schuldet und (im Falle eines Verkaufs der entsprechenden Aktien durch die Gesellschaft folgend auf die Ausübung des Pfandrechts) die Erlöse aus dem Verkauf der entsprechenden Aktien.

Die Direktoren dürfen zu jeder Zeit beschließen, dass Aktien, die dem Unternehmenspfandrecht unterliegen, diesem ganz oder teilweise nicht unterliegen.

33.3 Gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 16, wenn:

- (a) eine Mitteilung gemäß Artikel 16.4 ("Pfändungsbescheid") von der Gesellschaft im Bezug auf Aktien zugestellt wurde, und
- (b) die Person, der eine solche Mitteilung zugestellt wurde, nicht den darin enthaltenen Maßgaben entspricht, ist die Gesellschaft berechtigt die entsprechenden Aktien nach Maßgabe der Direktoren zu veräußern.

33.4 Ein Pfändungsbescheid:

- (a) darf von der Gesellschaft hinsichtlich bestimmter Aktien nur dann zugestellt werden wenn diese Aktien dem Unternehmenspfandrecht unterliegen und die Begleichung der dafür ursächliche Verbindlichkeit gegenüber der Gesellschaft überfällig ist;
- (b) muss sich auf konkrete Aktien beziehen;
- (c) muss die Begleichung der ursächlichen Verbindlichkeit mit einem Zahlungsziel von 14 Tagen nach Eingang fällig stellen;
- (d) muss an den Aktieninhaber adressiert sein, oder an eine solchen Person, die durch den Tod oder die Insolvenz des Aktieninhabers oder aus sonstigem Grund dazu berechtigt ist; und
- (e) muss die Absicht der Gesellschaft kommunizieren die entsprechenden Aktien zu veräußern, wenn den Maßgaben des Pfändungsbescheids nicht entsprochen wird.

33.5 Die netto Erlöse einer solchen Veräußerung (nach Zahlung von Kosten der Veräußerung und allen sonstigen Kosten in Verbindung mit der Durchsetzung des Unternehmenspfandrechts) müssen aufgewendet werden:

- (a) erstens, um die ausstehenden Verbindlichkeiten zu begleichen, die ursächlich waren für die Ausübung des Unternehmenspfandrechts zum Datum des Pfändungsbescheids;
- (b) zweitens, um die ausstehenden Verbindlichkeiten (unbeschadet deren Fälligkeit) einer solchen Person zu begleichen, die zum Zeitpunkt der Veräußerung, Begünstigte dieser Aktien war, auf Grund eines dem Unternehmenspfandrecht äquivalenten Pfandrechts, das bereits vor der Veräußerung der Aktien bestand.

33.6 Die Erklärung eines Direktors oder Bevollmächtigten, dass der Erklärende ein Direktor oder Bevollmächtigter ist und dass zu einem bestimmten Datum Aktien verkauft wurden um Ansprüche aus dem Unternehmenspfandrecht zu befriedigen:

- (a) stellt zwingenden Beweis hinsichtlich der darin enthaltenen Tatsachen gegenüber allen Personen dar, die Ansprüche im Bezug auf die entsprechenden Aktien stellen, und
- (b) stellt gemäß Entsprechung mit jeglichen anderen Formalitäten dieser Satzung oder gesetzlichen Anforderungen für die Übertragung von Aktien einen hinreichenden Titel über diese Aktien dar.

### **34. Auflösung und Liquidierung.**

34.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher von mindestens der Hälfte der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals repräsentieren, getroffen wird. Die Gesellschafter bestimmen einen oder mehrere Liquidationsverwalter, der nicht Gesellschafter sein muss, und bestimmen ihre Anzahl, Vollmachten und Vergütung. Soweit von den Gesellschaften nicht anderweitig bestimmt, haben die Liquidationsverwalter die weitest gehenden Befugnisse, um die Güter zu realisieren und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

34.2 Der verbleibende Saldo nach Realisierung der Güter und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird im Verhältnis des jeweiligen Gesellschaftsanteils an die Gesellschafter verteilt.

#### *Sechster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt folgende Personen als neue Klasse B Direktoren für eine Dauer die mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2021 endet zu ernennen:

- Herrn Andrey Romanenko, independent director, wohnhaft in 6, bld. 2, flat 58, Kuusinena Str., Moskau, Russland;  
 - Herrn Stefano Villa, independent director, mit professionellem Sitz in Place de Chevelu 6, 1201 Genève, Schweiz;  
 Die Generalversammlung besagt Kategorien A und B den gegenwärtigen Verwaltungsratsmitglieder wie folgt zuzuweisen:

- Herrn Ralph Bourgnon, Wirtschaftsprüfer, mit professionellem Sitz in L-2212 Luxemburg, 6 Place de Nancy als Klasse B Direktoren;

- Herrn Ronald Weber, Wirtschaftsprüfer, mit professionellem Sitz in L-2212 Luxemburg, 6 Place de Nancy als Klasse B Direktoren;

- Herrn Christian Nothacker, CEO, wohnhaft in Via Cosliva 36, 6926 Montagnola, Schweiz, als Klasse A Direktoren.

Die Generalversammlung beschließt Herrn Thomas Koch, independent director, mit professionellem Sitz in Anna-Schneider-Steig 22 (Rheinauhafen), 50678 Köln, Deutschland, als unabhängiger Beobachter im Verwaltungsrat des Gesellschaft, mit das Recht, an den Versammlungen des Rats teilzunehmen und ohne Verantwortlichkeitsverpflichtung, für eine Dauer die mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2021 endet.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung standen, hat die Vorsitzende darauf die Versammlung geschlossen.

#### *Vollmacht*

Die oben aufgeführte Partei gibt die Vollmacht an jeglichen Mitarbeiter des Büros des unterzeichnenden Notars, allein wirkend Registrierungen, Notierungen, Löschungen, Veröffentlichungen oder jegliche anderen sinnvollen und notwendigen Vorkehrungen zu treffen nach diesem Beschluss und, eventuell, jegliche Fehler in der Urkunde durchzustreichen und zu korrigieren

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch und Deutsch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag der Komparenten und im Fall von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, wird die englische Fassung maßgebend sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Esch-sur-Alzette, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, unterschrieben die besagten Komparenten zusammen mit Uns dem Notar, gegenwärtige Urkunde.

Gezeichnet: C. Ramier, C. Rouckert, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 mars 2016. Relation: EAC/2016/5504. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): Amédé SANTIONI.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, den 3. März 2016.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2016076938/984.

(160042549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

#### **Asterion Wohnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 204.472.

#### — STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of February.

Before Maître Leonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared

Asterion Holding S.a r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), with registered office at 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "Founding Shareholder"),

here represented by Mrs Monique Drauth, employee, with business address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) (the "Representative"), by virtue of a power of attorney, which, after having been signed ne varietur by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Founding Shareholder, represented by the Representative, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it declared to establish.

## ARTICLES OF INCORPORATION

### Form, Name, Registered office, Object, Duration

#### 1. Form.

1.1 There exists a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholder(s)"), provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

**2. Company name.** The Company exists under the name "Asterion Wohnen S.a r.l."

#### 3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The sole manager or, as the case may be, the board of managers of the Company (the "Management") is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

#### 4. Object.

4.1 The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings.

4.2 This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

4.3 The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

4.4 The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

4.5 The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

4.6 In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

4.7 Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

**5. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

### Share capital, Transfer of shares

#### 6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, each with a par value of one Euro (EUR 1.-).

6.2 In addition to the share capital, the Shareholder(s) may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 “Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres”) on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

6.5 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

#### **7. Shares.**

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Coowners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

#### **8. Transfer of shares.**

8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.

8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.

8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the applicable Luxembourg law on transfers of claims, in particular, without limitation, article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

### **Management; Auditor**

#### **9. Managers.**

9.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be Shareholders (the "Manager (s)").

9.2 The Managers are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

9.3 The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

9.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers respectively.

9.5 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

#### **10. Board of Managers.**

10.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

10.2 The Board may appoint a Manager as its chair (the "Chair of the Board").

#### **11. Powers of Management.**

11.1 The Management is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Management in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

11.2 The Management may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

11.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Management.

#### **12. Meetings of the Board and written decisions.**

12.1 The Board will meet upon the request of any Manager, and where there are both class A Managers and class B Managers, by at least one Manager of each class.

12.2 The Chair of the Board will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Managers at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate



notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in case of urgency.

12.3 The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Manager(s) or by the unanimous written consent of all Managers at the relevant meeting of the Board.

12.4 At each Board meeting, the Board shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

12.5 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meeting.

12.6 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager in writing as her/his representative.

12.7 Managers may participate and express their vote in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

12.8 A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least a class A Manager and a class B Manager are present. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least, whenever applicable, include a class A Manager and a class B Manager.

12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the Managers present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chair of the Board does not have a casting vote.

12.10 The minutes of Board meetings must be drawn up and signed by all Managers present at the relevant meeting. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

12.11 A written resolution signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager has full power to act on behalf of and validly bind the Company without the need of any decision in writing or minutes of the sole Manager's decisions.

12.13 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting shall be certified by the Management

### **13. Representation of the Company.**

13.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom such Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

13.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the Shareholder(s) has/have qualified the Managers as class A managers and class B managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

### **14. Conflict of Interests.**

14.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

14.2 No contract or other business between the Company and any third party company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

14.3 If the sole Manager or all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the general meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting") or the sole Shareholder (as applicable).

### **15. Indemnification of Managers.**

15.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

#### **16. Audit.**

16.1 If no licensed independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more supervisory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no licensed independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditor(s), (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

### **Shareholders**

#### **17. Shareholders' Resolutions.**

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

#### **18. Written Resolutions.**

18.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

18.4 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

#### **19. General Meetings.**

19.1 An annual General Meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

19.2 Extraordinary General Meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company (as the case may be).

19.3 A General meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

19.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.



19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

#### **20. Procedure at Shareholders' meetings.**

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

#### **Financial year, Distributions of earnings**

**21. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December of the same year.

#### **22. Approval of financial statements.**

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

22.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

22.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

#### **23. Allocation of profits.**

23.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

23.2 The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated.

**24. Interim dividends.** The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

#### **Dissolution, Liquidation**

#### **25. Dissolution and liquidation.**

25.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

25.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

#### **Applicable law**

**26. Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

### *Subscription and payment*

Thereupon, the Founding Shareholder, represented by the Representative, declared to subscribe to and to fully pay in cash all twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value amount of one euro (EUR 1.-) each issued by the Company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended by article 1832 of the civil code, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

### *Transitory provision*

The first financial year of the Company will begin on the present date and end on 31 December 2016.

### *Resolutions of the sole shareholder*

The Founding Shareholder, represented by the Representative, in its capacity as sole shareholder of the Company, thereupon passed the following resolutions:

1. The number of Managers is set at two (2) and the following persons are appointed as Manager of the Company for an unlimited period:

- Mr. Robert KIMMELS, born in Breukelen, the Netherlands, on 4 March 1969, professionally residing in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as manager; and

- Mr. Bakary SYLLA, born in Monrovia, Liberia, on 1 November 1976, professionally residing in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as manager.

2. The registered office of the Company shall be at 55 Avenue Pasteur, L- 2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand one hundred euros (EUR 1,100.-).

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and that, in case of any difference between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

This document was read to the Representative, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence. This original deed was then signed by the Representative together with the notary.

### **Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:**

Im Jahr zweitausend und sechzehn, am dreiundzwanzigsten Februar

ist vor mir, Maître Leonie GRETHEN, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

Asterion Holding S.a r.l., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit einem Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), mit eingetragenem Sitz in der 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, noch nicht im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen (die "Grundungsgesellschafterin"), erschienen, vertreten durch Frau Monique Drauth, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) (der „Vertreter“), kraft einer Vollmacht, die, nachdem sie ne varietur vom Vertreter und vom unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Eintragung beigefügt wird.

Die Gründungsgesellschafterin, vertreten durch den Vertreter, hat den unterzeichneten Notar aufgefordert, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, die sie zu gründen erklärt hat.

## GESELLSCHAFTSSATZUNG

### **Gesellschaftsform, Firmen Name, Eingetragener gesellschaftssitz, Gegenstand, Dauer**

#### **1. Gesellschaftsform.**

1.1 Es besteht eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“), die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das „Gesetz“), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

1.2 Die Gesellschaft kann anfänglich aus einem Alleingesellschafter oder mehreren Gesellschaftern („der/die Gesellschafter“) bestehen, vorausgesetzt, dass die Zahl der Gesellschafter vierzig (40) nicht übersteigt.

**2. Firmenname.** Die Gesellschaft besteht unter dem Namen „Asterion Wohnen S.à.r.l.“.

### **3. Eingetragener Firmensitz.**

3.1 Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

3.2 Der Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Vorstand (die „Geschäftsführung“) ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.

3.3 Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

3.4 Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.

### **4. Gegenstand.**

4.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Stakeholdings.

4.2 Dies beinhaltet ohne Einschränkung die Investition in, der Erwerb von und die Verfügung über, sowie die Gewährung oder Ausgabe (ohne öffentliches Angebot) von Preferred Equity Certificates, Darlehen, Anleihen, Schuldverschreibungen, Pfandbriefe und andere Schuldtitel, Aktien, Optionsscheine sowie andere Eigenkapitalinstrumente oder -rechte, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, Aktienkapital, Anteile an Kommanditgesellschaften, an Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Vorzugsaktien, Wertpapiere und Swaps und jedwede Kombination davon, jeweils unabhängig davon, ob ohne weiteres marktfähig oder nicht, sowie Schuldverschreibungen (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, synthetische Schuldverschreibungen) in jedweder Art von Gesellschaft, juristischen Person oder anderem Rechtssubjekt.

4.3 Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

4.4 Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eignen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

4.5 Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung von Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen. Gelegentlich kann die Gesellschaft Unternehmen, die Teil der gleichen Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, oder Dritten dieselbe Unterstützung zukommen lassen, vorausgesetzt, dass dies im besten Interesse der Gesellschaft ist und dadurch keine Genehmigungserfordernisse entstehen.

4.6 Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern.

4.7 Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.

**5. Dauer.** Die Gesellschaft wird auf unbefristete Zeit gegründet.

## **Stammkapital und Übertragung von Anteilen**

### **6. Stammkapital.**

6.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-), unterteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

6.2 Der/die Gesellschafter ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in dieses Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.

6.3 Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.

6.4 Eigene Anteile dürfen von der Gesellschaft nur zum Zweck und nach Maßgabe ihrer Einziehung erworben werden.

6.5 Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.

#### **7. Anteile.**

7.1 Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.

7.2 Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme dieser Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.

7.3 Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.

7.4 Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

#### **8. Übertragung von Anteilen.**

8.1 Die Anteile können unter den Gesellschaftern frei übertragen werden.

8.2 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, darf dieser Gesellschafter seine/ihre Anteile frei übertragen.

8.3 Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten begebenen Stammkapitals repräsentieren.

8.4 Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß dem anwendbaren luxemburgischen Recht für die Übertragung von Ansprüchen und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

### **Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer**

#### **9. Geschäftsführer.**

9.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, bei denen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss (der/die „Geschäftsführer“).

9.2 Die Geschäftsführer werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.

9.3 Die Geschäftsführer bekleiden ihre Ämter, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.

9.4 Die Gesellschafter können beschließen, die ernannten Geschäftsführer jeweils als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.

9.5 Auch nach dem Ablauf ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

#### **10. Vorstand.**

10.1 Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der „Vorstand“).

10.2 Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“).

#### **11. Befugnisse der Geschäftsführung.**

11.1 Die Geschäftsführung ist mit der Vollmacht ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und im Namen der Gesellschaft alle Maßnahmen, ob administrativer oder anordnender Natur zu genehmigen, die die Geschäftsführung Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft als erforderlich bzw. nützlich erachtet. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.

11.2 Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere Ausschüsse einrichten, dessen/deren Zusammensetzung und Befugnisse bestimmen und ihm/ihnen bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate erteilen.

11.3 Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate, um die Gesellschaft gegenüber Drittparteien zu vertreten und zu verpflichten, auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese, wie von der Geschäftsführung bestimmt, jeweils alleine oder gemeinsam handeln können.

#### **12. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.**

12.1 Der Vorstand tritt auf Antrag eines Geschäftsführers zusammen und wenn es sowohl Geschäftsführer der Kategorie A als auch Geschäftsführer der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Geschäftsführer jeder dieser Kategorien.

12.2 Der Vorstandsvorsitzende informiert die anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

12.3 Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Geschäftsführer oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer bei der betreffenden Sitzung des Vorstands verzichtet werden.

12.4 Bei jeder Vorstandssitzung ernennt der Vorstand für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden.

12.5 Der Vorstand kann außerdem einen Schriftführer ernennen, der ein Geschäftsführer sein kann, aber nicht muss. Er ist für die für die Führung des Protokolls der Sitzung zuständig.

12.6 Geschäftsführer können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.

12.7 Die Teilnahme von Geschäftsführern an einer Vorstandssitzung und die Stimmabgabe in dieser kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist der physischen Anwesenheit bei der jeweiligen Sitzung gleichzusetzen.

12.8 Das Quorum wird durch die Anwesenheit oder die Vertretung einer Mehrheit der amtierenden Geschäftsführer erreicht, wobei, soweit zutreffend, mindestens ein Klasse-A-Geschäftsführer und ein Klasse-B-Geschäftsführer anwesend sein müssen. Beschlüsse werden in der betreffenden Sitzung durch eine Stimmmehrheit der persönlich anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefällt, wobei bei dieser Mehrheit mindestens, wo zutreffend, die Stimme eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers enthalten sein muss.

12.9 Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer gefasst. Im Fall der Stimmgleichheit verfügt der Vorstandsvorsitzenden über keine ausschlaggebende Stimme.

12.10 Das Protokoll der Vorstandssitzungen muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

12.11 Eine schriftliche Beschlussfassung, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Beschlussfassung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.

12.12 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, hat dieser die Vollmacht inne, im Namen der Gesellschaft zu handeln und diese zu verpflichten, ohne dass dazu ein schriftlicher Beschluss oder ein Protokoll des Beschlusses des Alleingeschafters erforderlich ist.

12.13 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Vorstandssitzung sind durch die Geschäftsführung zu bestätigen.

### **13. Vertretung der Gesellschaft.**

13.1 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift dieses Geschäftsführers sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen ein solcher Alleingeschafter eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

13.2 Wird die Gesellschaft von einem Vorstand geführt, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

13.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers verpflichtet, wenn der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Klasse-A-Geschäftsführer und Klasse-B-Geschäftsführer bestimmt haben, sowie durch die gemeinsame Unterzeichnung jeglicher Person(en), der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

### **14. Interessenkonflikt.**

14.1 Nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen finden die Regelungen für Interessenskonflikte, die in Artikel 57 des Gesetzes dargelegt werden, Anwendung.

14.2 Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer dritten Gesellschaft oder einem dritten Unternehmen wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der betreffenden Angelegenheit ein direktes oder indirektes persönliches Interesse haben.



14.3 Sollte/n sich der Alleingesellschafter oder alle Geschäftsführer in Bezug auf eine bestimmte Angelegenheit einem Interessenkonflikt ausgesetzt sehen, wird diese Angelegenheit in der Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder des Alleingeschafters (wie zutreffend) geklärt.

#### **15. Schadenersatz für Geschäftsführer.**

15.1 Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.

15.2 Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.

15.3 Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.

15.4 Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

#### **16. Audit.**

16.1 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren übergeordneten Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) zu prüfen, bei dem/denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.2 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.3 Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauftragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

### **Gesellschafter**

#### **17. Gesellschafterbeschlüsse.**

17.1 Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.

17.2 Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.

17.3 Änderungen der Satzung müssen (i) durch Mehrheit der Gesellschafter nach Köpfen und (ii) drei Viertel des ausgegebenen Gesellschaftskapitals genehmigt werden, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg oder gemäß der Satzung erforderlich.

17.4 Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

#### **18. Schriftliche Beschlüsse.**

18.1 Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.

18.2 Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch die Geschäftsführung per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes der Geschäftsführung der Gesell-

schaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.

18.3 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 18.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

18.4 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 18.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden.

18.5 Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind von der Geschäftsführung zu bestätigen.

## **19. Hauptversammlungen.**

19.1 Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.

19.2 Außerordentliche Hauptversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung der Geschäftsführung, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter(s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen (je nachdem).

19.3 Eine Hauptversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung der Geschäftsführung aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

19.4 Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung hat die Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung zu beinhalten und ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung zuzusenden. Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Gesellschafter oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Gesellschafter bei der jeweiligen Gesellschafterversammlung verzichtet werden.

19.5 Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten alle Gesellschafter der Gesellschaft.

19.6 Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

## **20. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.**

20.1 Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.

20.2 Die Teilnahme von Gesellschaftern an einer Gesellschafterversammlung kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren Personen ermöglicht, miteinander zu kommunizieren. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der jeweiligen Versammlung.

20.3 Die Geschäftsführung kann alle anderen Bedingungen festlegen, die zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt sein müssen.

20.4 Bei jeder Gesellschafterversammlung ernennen die Gesellschafter für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden (den „Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung“)

20.5 Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Protokollführer. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem Protokollführer und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) das Leitungsgremium der Gesellschafterversammlung (das „Leitungsgremium“).

20.6 Die Mitglieder des Leitungsgremiums müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.

20.7 Das Leitungsgremium hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.

20.8 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind von der Geschäftsführung zu bestätigen.

## **Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung**

**21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

## **22. Genehmigung des Jahresabschlusses.**

22.1 Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und die Geschäftsführung erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.



22.2 Die Geschäftsführung reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.

22.3 Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.

### **23. Gewinnverteilung.**

23.1 Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden, (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen oder (iv) sie als Gewinnausschüttung an die Gesellschafter zu verteilen.

23.2 Die Gesellschafter bestimmen, wie der verbleibende Jahresüberschuss zugeteilt wird.

**24. Abschlagsdividenden.** Die Geschäftsführung ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

## **Auflösung, Liquidation**

### **25. Auflösung und Liquidation.**

25.1 Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg nicht anderweitige Bestimmungen enthalten.

25.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

25.3 Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

## **Geltendes recht**

**26. Anzuwendendes Recht.** Alle Angelegenheiten, die nicht dieser Satzung unterliegen, werden gemäß geltendem Recht entschieden.

### *Zeichnung und Zahlung*

Danach erklärte die Gründungsgesellschafterin, vertreten durch den Vertreter, die Zeichnung und vollständige Zahlung in bar sämtlicher zwölftausendfünfhundert (12.500) von der Gesellschaft ausgegeben Anteile mit einem Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

Dem unterzeichnenden Notar wurde ein Beleg für solche Zahlung vorgelegt. Der unterzeichnende Notar erklärt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu Handelsgesellschaften, geändert durch Artikel 1832 des Zivilgesetzbuches in der geltenden Fassung, dargelegten Bedingungen in ihrer jeweils gültigen Fassung erfüllt wurden und bezeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am heutigen Datum und endet am 31. Dezember 2016.

### *Beschlüsse der alleinigen Gesellschafterin*

Die Gründungsgesellschafterin, vertreten durch den Vertreter, verabschiedete danach in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft die folgenden Gesellschafterbeschlüsse:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgesetzt und die folgenden Personen werden auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Robert KIMMELS, geboren in Breukelen, Niederlande, am 4. März 1969, berufsansässig in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer; und

- Herr Bakary SYLLA, geboren in Monrovia, Liberia, am 1. November 1976, berufsansässig in 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer.

2. Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft ist unter der Adresse 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

### *Auslagen*

Auslagen, Kosten und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu entrichten sind, betragen etwa tausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-).

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch formuliert wurde, gefolgt von einer deutschen Version und dass der englische Text im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text Vorrang hat.

Worüber die vorliegende Urkunde am wie eingangs erwähnten Datum in Luxemburg ausgefertigt wurde.

Dieses Dokument wurde der Vertreterin, welche dem Notar nach Familienname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen. Diese Originalurkunde wurde dann von der Vertreterin zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 25 février 2016. Relation: 1LAC/2015/6167. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

*Le Receveur ff.* (signé): Carole FRISING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 2. März 2016.

Référence de publication: 2016076973/691.

(160042596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**Finlandia Credit Funding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 148.056.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand sixteen, on the twenty-fifth day of February.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

OHA Finlandia Credit Fund, a Cayman Islands Exempted Company, having its registered office at Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-9008, registered with the companies register of the Cayman Islands under number WK-193429, represented by Glenn August of 1114 Avenue of the Americas, New York, 10036, USA, in his capacity as director of OHA Finlandia Credit Fund,

hereby represented by Mrs Monique Drauth, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 February 2016, which, after having been signed *ne varietur* by the representative and the undersigned notary, will be registered with this minute.

Such appearing party, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state:

I. That Finlandia Credit Funding S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 3 September 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1908 of 1 October 2009, having its registered office at 76- 78, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 148056, (the "Company"). The articles of association of the Company have not been amended since then;

II. That the capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up;

III. That the appearing party is the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder");

IV. That the Sole Shareholder has decided to dissolve the Company with immediate effect as the activity of the Company has ceased;

V. That the appearing party in its capacity as Sole Shareholder of the Company, and, to the extent necessary, liquidator of the Company, and based on the interim accounts of the Company as at 31 December 2015, established by the Company's board of managers, declares:

- That it waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;
- that all assets have been realised, that all assets have become the property of the Sole Shareholder;
- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or reserved; and
- that it irrevocably undertakes to assume and pay in the name and on behalf of the Company any other potential liabilities presently unknown to the Company and therefore not paid to date.

VI. That, as a result of the above, the liquidation of the Company is to be considered closed;

VII. That full discharge is granted to the class A manager of the Company, Mr. Richard Munn, and to the class B managers of the Company, Mr. Jean-Claude Lucius and Mr. Jean-Philippe Mercy, for the exercise of their mandates except than in cases of gross negligence or wilful misconduct; and

VIII. That the books and documents of the Company shall be kept during a period of five (5) years at 76-78, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Costs*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at two thousand euros (EUR 2,000.-).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with Us notary this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le vingt-cinq février.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

#### A COMPARU:

OHA Finlandia Credit Fund, une société exonérée (Exempted Company) constituée selon les lois des Îles Caïman, ayant son siège social à Walkers Corporate Limited, Cayman Corporate Centre, 27 Hospital Road, George Town, Grand Cayman KY1-9008, îles Cayman, enregistrée au registre du commerce des îles Cayman sous le numéro WK-193429, représentée par Glenn August, résidant professionnellement à 1114 Avenue of the Americas, New York, 10036, USA, en sa qualité d'administrateur de OHA Finlandia Credit Fund,

dûment représentée par Mme Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 février 2016, laquelle restera, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être soumise aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, dûment représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Que Finlandia Credit Funding SARL, une société à responsabilité limitée constituée et existante sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 3 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1908 du 1 octobre 2009, ayant son siège social au 76-78, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148056, (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont plus été modifiés depuis;

II. Que le capital social de la Société a été fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement libérées;

III. Que la comparante est l'associé unique de la Société ("Associé Unique");

IV. Que l'Associé Unique a décidé de dissoudre la Société, avec effet immédiat, étant donné que la Société a cessé toute activité;

V. Que la comparante agissant tant en sa qualité d'Associé Unique, qu'en tant que liquidateur de la Société, et sur base des comptes intérimaires de la Société en date du 31 décembre 2015 dressés par le conseil de gérance de la Société, déclare:

- qu'elle renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;

- que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'Associé Unique;

- que toutes les dettes connues de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglées entièrement ou dûment provisionnées; et

- qu'elle assume et prend à son compte irrévocablement l'obligation de payer au nom et pour le compte de la Société toutes les éventuels dettes actuellement inconnus de la Société et de ce fait non payés à ce jour;

VI. Que de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;

VII. Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de catégorie A de la Société, Mr. Richard Munn, et aux gérants de catégorie B de la Société, Messieurs Jean-Claude Lucius et Jean-Philippe Mersy, pour l'exercice de leur mandat à l'exception des cas de négligence grave et de faute grave; et

VIII. Que les livres et documents comptables de la Société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années au 76-78, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 1<sup>er</sup> mars 2016. Relation: 1LAC/2016/6934. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur* (signé): Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077168/109.

(160043126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**European Diversified Infrastructure Fund II SCSp, Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 204.484.

*Extrait du contrat social de la Société conformément à l'article 6 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée*

Name of the Partnership	European Diversified Infrastructure Fund II SCSp
Form of the Partnership	Special limited partnership (société en commandite spéciale)
Registered office	11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg
Name of the partners with joint and several liability (general partner)	EDIF II GP S.À R.L., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "RCS") under number B204413 and having a share capital of EUR 12,500.
Purpose of the Partnership	The object of the Partnership is the acquisition and holding of interests in the Grand Duchy of Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings. The Partnership may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Partnership such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form. The Partnership may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form. The Partnership may borrow in any kind or form and issue bonds, notes and guarantees and enter into facility arrangements and other financing arrangements with such lenders and other persons as it may consider appropriate and to create such encumbrances as are necessary to give effect to the terms of such loan notes, guarantees, facility arrangements and other financing arrangements or any such loan notes, guarantees, facility arrangements and other financing arrangements entered into by any subsidiaries of the Partnership. In a general fashion the Partnership may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.
Name of the general partner	EDIF II GP S.À R.L.
Management power and representative capacity of the general partner	The Partnership and its assets shall be managed by the general partner, provided that the general partner shall not carry on, and shall ensure that the Partnership does not carry on, any activity that would constitute a regulated activity for the purposes of the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the "Financial Act") unless it is authorised by the Financial Act to carry out such regulated activities. Subject to the above paragraph, the general partner shall have full power and authority, on behalf of and so as to bind the Partnership and the partners of the Partnership as such, to enter into, make and perform such deeds, documents, contracts, agreements, undertakings, guarantees and indemnities as the its general partner may consider necessary or desirable in the furtherance of the Partnership's business.

Commencement date 2 March 2016  
Termination date The Partnership is established for an unlimited period of time.

European Diversified Infrastructure Fund II SCSp partnership agreement has been drawn up in English. In case of discrepancies between the English and French version of the present extract of the partnership agreement, the English version will prevail.

**Suit la traduction française de l'extrait du contrat social qui précède:**

Dénomination sociale	European Diversified Infrastructure Fund II SCSp
Forme légale	Société en commandite spéciale
Siège social	11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
Nom des associés solidaires (associé gérant commandité)	EDIF II GP S.À R.L., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euro), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg au numéro B204413.
Objet social	L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de participations au Grand-Duché de Luxembourg et/ou dans des entreprises étrangères, ainsi que l'administration, le développement et la gestion de telles participations. La Société peut accorder toute assistance financière aux entreprises appartenant au groupe de la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. La Société peut employer ses fonds pour investir dans l'immobilier ou dans des droits de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et émettre des obligations, des titres d'emprunt, des garanties et conclure des conventions de prêt ou d'autres formes de financement avec tous prêteurs ou autres personnes qu'elle jugera appropriés et créer les charges nécessaires afin de donner effet aux dispositions de tels emprunts obligataires, garanties, conventions de prêt ou autres formes de financement ou de tout emprunt obligataire, garantie, convention de prêt ou autres forme de financement conclue par toute filiale de la Société. D'une manière générale, elle peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.
Nom de l'associé gérant commandité	EDIF II GP S.À R.L.
Pouvoir de gestion et capacité représentative de l'associé gérant commandité	La Société et ses actifs seront administrés par l'associé gérant commandité, à condition que l'associé gérant commandité n'exerce et veille à ce que la Société n'exerce aucune activité qui constitue une activité réglementée au sens de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée (la «Loi de 1993»), sauf s'il/elle est autorisé(e) par la Loi de 1993 à exercer de telles activités réglementées. Sous réserve du paragraphe qui précède, l'associé gérant commandité aura pleins pouvoirs et autorité, d'agir pour le compte de la Société et de ses associés et de les engager, en concluant, effectuant et exerçant tout acte, document, contrat, accord, démarche, garanties et indemnités que l'associé gérant commandité jugera nécessaire ou utile à l'exercice des activités de la Société.
Date de commencement	Le 2 mars 2016
Date de fin	La Société a été établie pour une durée indéterminée.

Le contrat social d'European Diversified Infrastructure Fund II SCSp a été rédigé en langue anglaise. En cas de divergence entre la version anglaise et la version française du présent extrait du contrat social, la version anglaise fera foi.

Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2016077128/97.

(160042817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.



**Bazar International de Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1710 Luxembourg, 32, rue Paul Henkes.

R.C.S. Luxembourg F 6.024.

—  
**MODIFICATION DES STATUTS**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 2016 a décidé de changer les articles: 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, (19 supprimé), 21, 23, 24, 25,27

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'Association est dénommée «BAZAR INTERNATIONAL DE LUXEMBOURG asbl», ci-après dénommée Bazar International.

**Art. 3.** Le siège social est au Luxembourg

**Art. 5.** Le nombre de membres associés à admettre par le Comité est illimité.

Il ne pourra être inférieur à 7.

Le Comité pourra nommer des membres d'honneur.

Peuvent être admis comme membres d'honneur les Ambassadeurs accrédités au Luxembourg ou leurs conjoint(e)s, quand ils représentent un pays disposant d'un Stand au Bazar International, et toute autre personne du fait de son attachement spécial ou de son soutien particulier au Bazar International.

Les membres d'honneur, à l'exception des anciens présidents du Comité du Bazar International, ne disposent pas du droit de vote aux Assemblées Générales.

**Art. 6.** Les membres associés peuvent se retirer de l'Association en adressant leur démission au Comité par courrier.

**Art. 7.** Tout membre associé convaincu d'avoir contrevenu aux intérêts de l'Association ou qui a failli aux lois de l'honneur pourra être exclu. L'exclusion est prononcée par l'Assemblée Générale conformément à la loi.

**Art. 8.** Le membre associé qu'il soit actif, démissionnaire ou exclu et les héritiers de celui-ci n'ont aucun droit sur le fonds social de l'Association.

**Art. 9.** L'Assemblée Générale se compose de tous les membres associés.

Par membre associé on entend les membres du Comité, un chef par Stand, ainsi que les anciens présidents de l'Association, qui sont admis comme membres d'honneur.

Les chefs de Stands peuvent se faire représenter par un de leurs collaborateurs.

Tous les membres associés ont un droit de vote dans les Assemblées Générales: une voix par chaque membre-associé.

**Art. 10.** L'Assemblée Générale Ordinaire est en principe convoquée chaque année avant fin juin au plus tard.

L'Assemblée Générale peut être convoquée extraordinairement par le Comité toutes les fois que l'intérêt de l'Association l'exigera.

L'Assemblée Générale doit être convoquée à la suite d'une requête signée et adressée par lettre recommandée au président de l'Association par un cinquième au moins des membres associés. La requête indiquera le ou les points à mettre à l'ordre du jour.

**Art. 11.** Le Comité convoque les Assemblées Générales tant ordinaires qu'extraordinaires par lettre simple ou par e-mail adressés à chacun des membres associés au moins 8 jours avant la date de la réunion. Les convocations doivent mentionner les date, heure, lieu et ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un point ne figurant pas à l'ordre du jour. En cas d'urgence le président de l'Association pourra toutefois, avec l'assentiment de la majorité simple des membres associés présents ou représentés, ajouter des points à l'ordre du jour et les soumettre à l'Assemblée Générale pour décision.

**Art. 12.** L'Assemblée Générale:

- 1) élit et révoque par vote secret les membres du Comité;
- 2) examine les comptes de l'exercice écoulé et y statue;
- 3) décide par vote secret de l'admission des nouveaux membres associés et de l'exclusion des membres associés;
- 4) modifie les statuts;
- 5) décide de la dissolution de l'Association, de sa mise en liquidation ou de sa fusion avec une autre association;
- 6) d'une manière générale, prend toutes décisions et statue sur les affaires qui lui sont soumises.

**Art. 13.** L'Assemblée Générale, dans tous les cas où la loi et les présents statuts n'en décident pas autrement, est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres associés présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés.

**Art. 14.** Les résolutions de l'Assemblée Générale sont consignées sur un registre ad hoc et signées par les membres du Comité qui ont fait fonction de président et de secrétaire de l'Assemblée.

Ce registre sera conservé au siège de l'Association où tous les membres associés pourront prendre connaissance de son contenu sans déplacement.

**Art. 15.** L'Association est dirigée par un Comité composé de 5 à 11 membres, élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de deux ans.

Les membres du Comité sortants sont rééligibles. Les nouvelles candidatures au Comité doivent parvenir au Comité au plus tard 10 jours avant l'Assemblée Générale.

Peut être admise comme candidate à l'élection du Comité toute personne du fait de son expérience au sein de l'Association, de son attachement spécial ou de son soutien particulier au Bazar International.

**Art. 16.** Le président est élu par vote secret au sein du Comité. Les vice-présidents, le secrétaire, le trésorier, le membre chargé des relations publiques et toutes les autres charges sont désignés au sein du Comité.

**Art. 17.** Le Comité a tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi ou par les statuts.

Le Comité gère les affaires de l'Association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même, si les statuts ou l'Assemblée Générale l'y autorisent, à un tiers.

Le Comité accepte les dons et legs, sous réserve des autorisations prévues par la loi et dresse les comptes annuels.

Il propose à l'Assemblée Générale l'admission des nouveaux membres associés et l'exclusion de membres associés ayant gravement contrevenu aux statuts ou au Règlement Interne du Bazar International.

**Art. 20.** Les signatures conjointes de deux membres du Comité dont l'un doit être investi d'une charge, engagent valablement l'Association envers les tiers. (anc.21)

**Art. 22.** Le commissaire aux comptes est tenu de veiller à la stricte exécution des statuts et exerce un droit illimité de contrôle sur toute la gestion de l'Association. Les livres, les comptes, la correspondance et généralement toutes les écritures doivent lui être communiqués.

Les comptes de résultat de la vente annuelle organisée par le Bazar International et les fonds récoltés durant l'année par d'autres voies et moyens sont à déposer sur un des comptes bancaires de l'Association au plus tard le 15 janvier de l'année subséquente. Les résultats financiers des activités organisées à part par l'un ou l'autre Stand en cours d'année, sous l'égide du Bazar International, devront être communiqués par écrit au trésorier au plus tard dans un délai de six semaines.

Les Stands sont autorisés à retenir une part raisonnable du résultat comme fonds de roulement pour financer leurs activités futures. (anc. 23)

**Art. 23.** Les ressources de l'association se composent notamment:

- 1) de la recette nette du Bazar annuel
- 2) des résultats financiers des activités organisées à part par l'un ou l'autre Stand en cours d'année sous l'égide du Bazar International
- 3) des dons ou legs en sa faveur
- 4) des intérêts sur les comptes bancaires et sur les fonds placés. Cette liste n'est pas limitative, (anc. 24)

**Art. 24.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> mai et finit le 30 avril de l'année suivante. (anc. 25)

**Art. 25.** Les comptes sont arrêtés au 30 avril de chaque année et soumis pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les comptes arrêtés sont mis à la disposition des membres associés au siège social huit jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale. (anc. 26)

**Art. 27.** Par dérogation à l'article 24 des présents statuts l'exercice en cours a commencé le 1<sup>er</sup> août 2015 et se terminera le 30 avril 2016. (anc. 28)

Référence de publication: 2016077014/96.

(160042948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Enexen, Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 195.016.

L'an deux mille seize, le premier jour du mois de mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ENEXEN", ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 195.016., constituée en date du 20 février 2015, suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1007 du 16 avril 2015, et dont les statuts (les "Statuts") n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Daniel PIANON, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg;

Le Président désigne comme secrétaire Madame Carmen GEORGES, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Julien DEMELIER-MOERENHOUT, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les cinq cents (500) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de l'objet social afin de donner dorénavant à l'article 4, septième et dernier alinéa, des statuts la teneur suivante:

"D'une façon générale elle pourra accomplir toutes opérations commerciales ou de transactions financières qui directement ou indirectement se rattachent aux objets ci-dessus à l'exception de toute participation ou activité pouvant créer un conflit d'intérêts et porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale d'architecte, ingénieur-conseil, urbaniste-aménageur, architecte d'intérieur, architecte-paysagiste, ingénieur-paysagiste et elle s'engage à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires auxquelles est soumise l'activité réglementée en question.»

2. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

#### *Unique résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 4, septième et dernier alinéa de l'objet social qui aura désormais la teneur suivante:

"D'une façon générale elle pourra accomplir toutes opérations commerciales ou de transactions financières qui directement ou indirectement se rattachent aux objets ci-dessus à l'exception de toute participation ou activité pouvant créer un conflit d'intérêts et porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale d'architecte, ingénieur-conseil, urbaniste-aménageur, architecte d'intérieur, architecte-paysagiste, ingénieur-paysagiste et elle s'engage à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires auxquelles est soumise l'activité réglementée en question.."

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société de sorte qu'aucun accord des obligataires n'est nécessaire en rapport avec la présente résolution.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de neuf cent cinquante euros (950 EUR,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. PIANON, C. GEORGES, J. DEMELIER-MOERENHOUT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 3 mars 2016. 2LAC/2016/4751. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016077141/64.

(160042269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**SKY Harbor Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 167.459.

*Extrait des décisions du Conseil d'Administration de la société tenue le mercredi 27 janvier 2016*

Le Conseil d'Administration:

- A noté la démission de Monsieur Bernhard Klocke de ses fonctions en tant qu'administrateur de la société en date du 29 janvier 2016;

- A approuvé la cooptation de Monsieur Stefan Balog né le 4 juin 1979 à Munchen en Allemagne et avec l'adresse professionnelle à An Der Welle 4, 60322 Frankfurt am Main, Allemagne, en tant qu'administrateur de la société susmentionnée en remplacement de Monsieur Bernhard Klocke avec effet la date de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2016.

SKY Harbor Global Funds

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016083882/20.

(160050245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

**Fernbach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 90.280.

Im Jahre zweitausendsechzehn, den sechszwanzigsten Tag im Monat Februar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz zu Niederanven.

Ist erschienen:

1.- Die Aktiengesellschaft Jabatix S.A. (vormals: GFE FINANCE HOLDING S.A.), mit Sitz in L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 91.815, hier vertreten durch seinen alleinigen Geschäftsführer Herrn Günther Fernbach, Datenverarbeitungskaufmann, geschäftsansässig in L-6776 Grevenmacher, 1a, Op der Ahlkerrech,

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersucht, Folgendes zu beurkunden:

Die vorgenannte Erschienene, ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung FERNBACH S.à r.l., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 1A, rue Gabriel Lippmann, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg unter Sektion B und der Nummer 91.815, gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Gérard LECUIT, mit dem damaligen Amtssitze in Hesperingen, am 11. Dezember 2002, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 72 vom 24. Januar 2003. Die Satzungen wurden letztmalig abgeändert durch Urkunde des Notars Henri BECK, mit dem Amtssitze in Echternach vom 1. Juli 2015, veröffentlicht im Memorial C Nummer 2272 vom 27. August 2015.

In ihrer Eigenschaft als alleinigen Gesellschaftern erklären die vorgenannten Erschienen, vertreten wie vorerwähnt, dem instrumentierenden Notar, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammenzufinden mit folgender Tagesordnung:

*Tagesordnung*

- 1.- Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.
- 2.- Abänderung von Artikel 3 (Absatz 1) der Satzungen.
- 3.- Abänderung des beruflichen Wohnsitzes von Herrn Günter Fernbach als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft den nunmehr wie folgt lautet: L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

Gemäss der Tagesordnung hat die Komparentin folgende Beschlüsse gefasst.

*Erster Beschluss:*

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-5365 Munsbach, 1A, rue Gabriel Lippmann nach L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech, zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

In Folge dessen, beschliesst die Generalversammlung Artikel 1 (Absatz 2) der Satzungen der Gesellschaft abzuändern wie folgt:

**Art. 3. (Absatz 1).** „Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher.“

*Dritter und letzter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst den beruflichen Wohnsitz von Herrn Günter Fernbach als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft abzuändern, den nunmehr wie folgt lautet: L-6776 Grevenmacher, 1a, op der Ahlkerrech.

*Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

*Kosten*

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf EINTAUSENEINHUNDERT EURO (EUR 1.100,-) abgeschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Günther Fernbach, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 01 mars 2016. 1LAC/2016/6926. Reçu 75.-€.

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 8. März 2016.

Référence de publication: 2016077181/55.

(160042799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Immobilière Mustang Hotels, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 99.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016087783/10.

(160056080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Immomod S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8088 Bertrange, 14, Domaine des Ormilles.

R.C.S. Luxembourg B 96.932.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087784/10.

(160055467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Investment and Tecnologi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 63.436.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2012 modifiant la première version ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro de dépôt L140096677.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087788/11.

(160056041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---



**Iprom Constructions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9233 Diekirch, 71, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 101.663.

---

*Rectificatif du dépôt L160034285 du 25/02/2016*

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087792/11.

(160056047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Iprom Constructions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9233 Diekirch, 71, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 101.663.

---

*Rectificatif du dépôt L160034284 du 25/02/2016*

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087793/11.

(160056048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**N.I.M. Company, Nord Investment Management Company Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.679.

---

Le bilan au 31 juillet 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087913/10.

(160055897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**Immowest Lux VI Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 139.125.

---

Les comptes annuels au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016087770/10.

(160055473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

---

**N.I.M. Company, Nord Investment Management Company Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.679.

---

Le bilan au 31 juillet 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016087914/10.

(160055902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

**Highbridge Aiguilles Rouges Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.544.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highbridge Aiguilles Rouges Lux Sàrl  
Manacor (Luxembourg) S.A.  
Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016083593/25.

(160050583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

**Highbridge Mezzanine Partners Institutional Lux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.808.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highbridge Mezzanine Partners Institutional Lux S. à r.l  
Manacor (Luxembourg) S.A.  
Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016083595/25.

(160050581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.